

Tendances lait et viande

La lettre de conjoncture - cne - Institut de l'Élevage (peb)

Consultable sur le site web de l'Institut de l'Élevage : www.idele.fr

Juillet-août 2018

Numéro 292

Rédaction achevée le 16 juillet 2018

REGARDS
sur les
MARCHÉS

viande bovine

Jeunes bovins

France, marché encombré

Europe, poursuite de la baisse saisonnière

Femelles

France, vers un marché plus fluide à l'automne

Europe, plus de réformes et plus de haché

Maigre, vers un marché tendu au 2nd semestre ?

Veaux de boucherie, baisse saisonnière des cotations

Veaux nourrissons, la cotation plafonne à un haut niveau

lait de vache

- Collecte mondiale : des évolutions contrastées
- Collecte en France et dans l'UE : léger rebond en juin
- Marchés européens des produits laitiers plus équilibrés à l'entrée de l'été

viande ovine

- France : moindre pression de l'import sur les cours de l'agneau
- UE et Monde : des évolutions de prix contrastées

lait de chèvre

- La collecte est bien relancée

le chiffre du mois

+ 4 %,

c'est l'évolution de la collecte nationale de lait de chèvre en cumul fin avril 2018/2017

zoom

**Matières premières,
des évolutions contrastées**

Jeunes bovins en France : marché encombré

La baisse saisonnière des cours amorcée depuis plusieurs semaines s'est poursuivie en juin. Les disponibilités en mâles allaitants âgés de 12 à 18 mois, supérieures aux années précédentes, engorgent un marché encombré depuis plusieurs mois. Mais les faibles disponibilités en JB laitiers et les moindres stocks d'animaux allaitants plus jeunes (6 à 12 mois) pourraient changer la donne au second semestre.

Baisse saisonnière des cours marquée

Les cours des JB sont à nouveau orientés à la baisse. Malgré des disponibilités en mâles laitiers en net retrait, le JB O a perdu 7 centimes sur les quatre dernières semaines. Les animaux plus conformés résistent mieux : le JB R a cédé 4 centimes sur la même période, quand le JB U n'en a perdu qu'un. Le JB U reste néanmoins en-dessous de son niveau de 2017, à 3,87 €/kg en semaine 26 (-2%). C'est également le cas pour les autres conformations : respectivement à 3,69 et 3,26 €/kg, les JB R et O sont sous leur niveau de 2017 (soit -2% et -1% /2017).



Des sorties de JB de race à viande légèrement plus dynamiques

Au mois de juin, les abattages de JB de type viande ont été faiblement supérieurs au même mois de 2017 (+1%), d'après les données mensuelles de Normabev. Sur les 5 premiers mois de l'année, les abattages ont néanmoins été en retrait de 6 000 têtes (-2% /2017). Les prochains mois pourraient à nouveau voir un engorgement du marché. En effet, les files d'attente constituées dans les élevages les mois précédents sont toujours là. Les effectifs de mâles de race à viande âgés de 12 à 18 mois en BDNI étaient étoffés au 1er juin (+2% soit +8 000 têtes) comme pour les mâles âgés de 18 à 24 mois (+18% soit +5 000 têtes). Néanmoins, la tendance pourrait s'inverser à terme : au 1er juin 2018 les stocks de mâles de race à viande de 6 à 12 mois étaient en recul de 10% par rapport à 2017 (soit -58 000 têtes).

Côté JB laitiers, les abattages restent en forte baisse (-11% /2017 en juin d'après les données Normabev). Cette évolution est en ligne avec le repli des effectifs de mâles laitiers de 18 à 24 mois enregistrés en BDNI (-7% au 1er juin par rapport au même mois de 2017). L'engraissement de JB laitiers perd du terrain chaque année depuis 2014 et le recul des mises en place se poursuit : les stocks en BDNI des mâles laitiers plus jeunes sont également faibles (-11% pour les 12-18 mois et -8% pour les 6-12 mois par rapport à 2017).

Des exportations de viande bovine françaises limitées par une concurrence accrue sur les marchés italiens et grecs

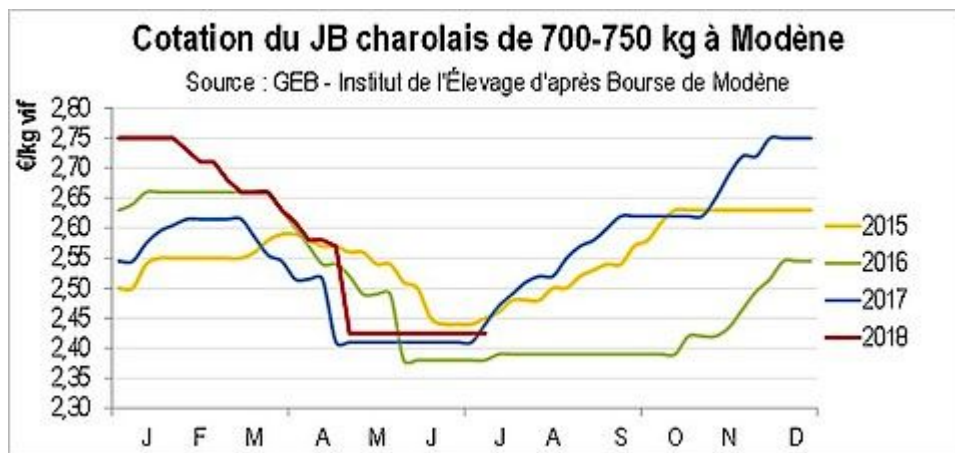
La France a exporté 69 900 téc de viande bovine fraîche et congelée sur les 4 premiers mois de l'année (+1,3% /2017). Les ventes vers l'Italie continuent de s'effriter (-3% /2017 à 24 400 téc) face à la hausse des sorties de JB finis en Italie. Les exportations vers la Grèce, l'autre débouché historique de la France, sont également en retrait, mais façon moins marquée (-1% /2017 à 13 200 téc) : elles demeurent soumises à la rude concurrence des viandes importées d'Irlande, mais surtout de Pologne et des Pays-Bas.

En parallèle, les exportations de viande vers l'Allemagne sont moins dynamiques qu'en début d'année. Alors que les envois de viande bovine réfrigérée et congelée étaient haussiers au premier trimestre 2018, ils ont reculé en avril (3 400 téc : -10% /2017). La demande des pays tiers a continué d'absorber de la viande bovine française sur les quatre premiers mois de l'année (+14% /2017), mais les volumes restent modestes et les hausses sont désormais moins marquées qu'en début d'année. Le marché français demeure donc toujours encombré...

JB en Europe : poursuite de la baisse saisonnière

Les prix sont globalement au creux de la vague dans l'UE suite à la baisse saisonnière traditionnelle du 1er semestre. Le décrochage très marqué de la cotation du JB charolais en Italie a réduit le différentiel de prix avec les JB allemands et français.

En Italie, les cours dans le creux de la vague



En Italie, les abattages ont été dynamiques sur les quatre premiers mois de l'année (+ 35 000 têtes, soit +3% /2017), induisant une pression sur les prix que la reprise de la consommation n'a que partiellement limitée. Si les importations de viandes réfrigérées et congelées ont progressé au 1er trimestre (+3% /2017 à 104 500 téc), elles demeurent limitées (-2% /2016). La hausse est essentiellement due aux viandes congelées (+26 % /2017 ; +20% /2016), en particulier en provenance du Brésil (9 100 téc, soit +31% /2017). Ce fournisseur avait beaucoup réduit ses envois en 2017 en raison du scandale de corruption de ses autorités sanitaires. Ces viandes, utilisées en grande partie dans les circuits de transformation (*Bresaola*, ...) entrent toutefois peu en concurrence avec la viande de JB.

Après avoir baissé de 32 centimes au cours du mois d'avril 2018, la cotation du JB charolais de 700-750 kg à Modène est restée stable en mai et juin. A 2,43 €/kg vif début juillet, elle est désormais inférieure à son niveau de l'année dernière à pareille époque (-1% /2017), mais toujours supérieure à celui d'il y a deux ans (+2% /2016).

La cotation des mâles limousins de 600-650 kg a mieux résisté, à 2,74 €/kg vif (+3% /2017 et +6% /2016). C'est encore plus vrai pour la cotation du Croisé national qui est toujours stable depuis décembre, à 2,43 €/kg vif (+4% /2017 et +6% /2016).

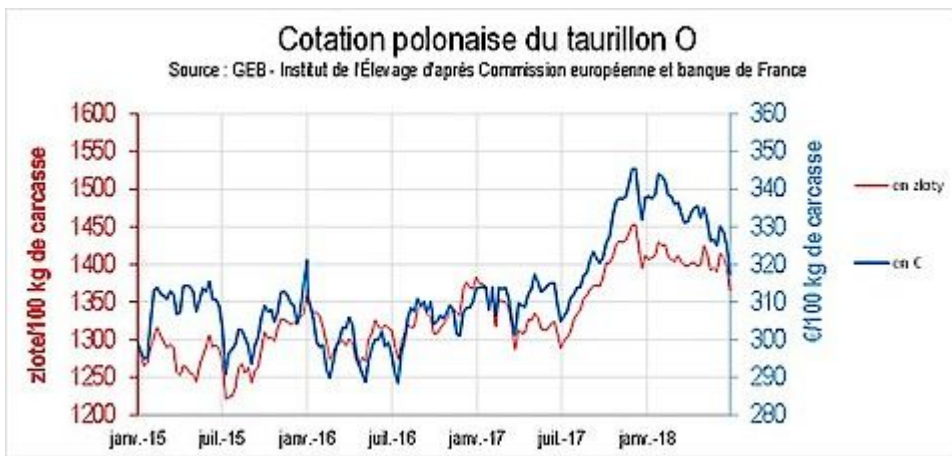
Côté effectifs, la BDNI italienne enregistre à nouveau fin juin un nombre de mâles de 12 à 24 mois présents dans les exploitations en hausse par rapport à l'année dernière (+19 000 têtes ou +4% /2017). Les sorties devraient rester dynamiques dans les prochaines semaines. En revanche, les mâles de 0 à 12 mois sont moins nombreux que l'année précédente (-27 000 têtes ou -4% /2017). Le marché pourrait donc s'alléger dès l'automne 2018.

Abattages toujours dynamiques en Pologne

En Pologne, la production de JB est toujours dynamique. Les effectifs de mâles abattus ont à nouveau bondi de 10% en avril 2018 par rapport au même mois de l'année précédente (+7 000 têtes). Sur les quatre premiers mois de l'année, 326 000 JB polonais ont été abattus (+28 000 têtes, soit +9% /2017). La production de JB abattues sur cette période représente 108 000 téc (+10% /2017).

Le cours du JB O a suivi la baisse saisonnière du marché européen tout en restant largement supérieur aux niveaux enregistrés les années précédentes. A 3,17 €/kg début juillet, il se situe +4% /2017 et +7% /2016. Traduite en monnaie locale, la cotation a mieux résisté à la baisse saisonnière en raison de la dépréciation du zloty par rapport l'euro. Elle s'établit à 13,65 zlotys/kg (+5% /2017 ; +6% /2016). Cette hausse continue de valorisation des JB, cumulée au soutien PAC couplé au JB dans le pays, stimule les mises en place dans les ateliers.

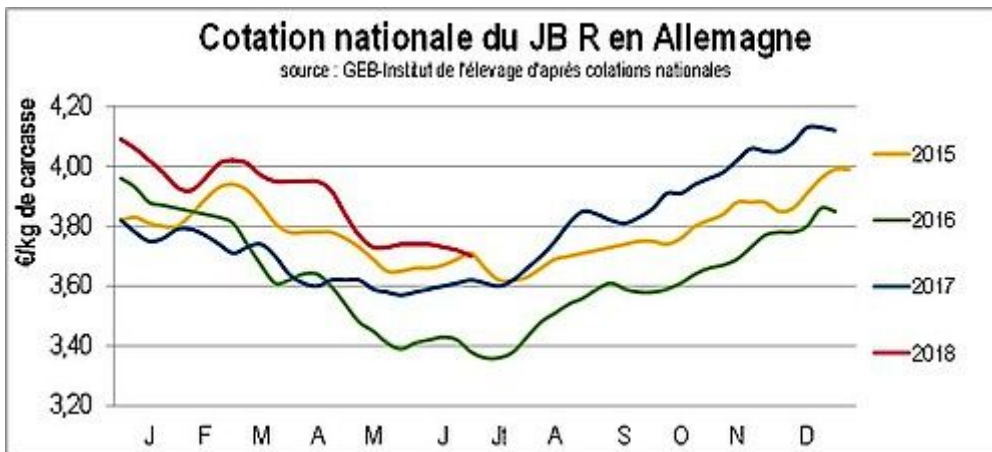
Toujours mieux valorisée sur le marché européen, la viande bovine polonaise s'exporte de plus en plus. Sur le 1er trimestre, les exportations polonaises de viandes réfrigérées et congelées ont atteint 106 400 téc, soit respectivement +5% /2017 et +11% /2016. Les envois de viande bovine réfrigérée sur le 1er trimestre ont progressé notamment vers les destinations communautaires secondaires et les pays tiers : 7 300 téc vers l'Espagne (+4% /2017), 4 300 téc vers le Royaume-Uni (+16% /2017), ou 8 300 téc vers la Turquie (alors que les flux étaient nuls sur le 1er trimestre de 2017).



Recul des abattages et poursuite de la baisse saisonnière des cours en Allemagne

En Allemagne, la consommation de viande bovine semble impactée par les chaleurs de la saison estivale et les départs en congés. Les sorties de JB poursuivent leur fort ralentissement. Elles ont à nouveau diminué sur les 8 dernières semaines connues (-8% /2017 et -5% /2016 selon l'indicateur AMI sur les semaines 19 à 26).

Les cotations poursuivent donc leur baisse saisonnière, mais de façon moins marquée. La cotation du JB U a perdu 2 centimes sur 4 semaines, s'établissant à 3,76 €/kg de carcasse début juillet (+2% /2017 ; +9% /2016). Celles du JB R et du JB O ont toutes deux perdu 4 centimes, respectivement à 3,70 €/kg (+2% /2017 ; +9% /2016) et 3,50 €/kg (+3% /2017 ; +10% /2016). Elles dépassent toutes les deux de respectivement 3% et 10% les cotations françaises.



Femelles en France : vers un marché plus fluide à l'automne

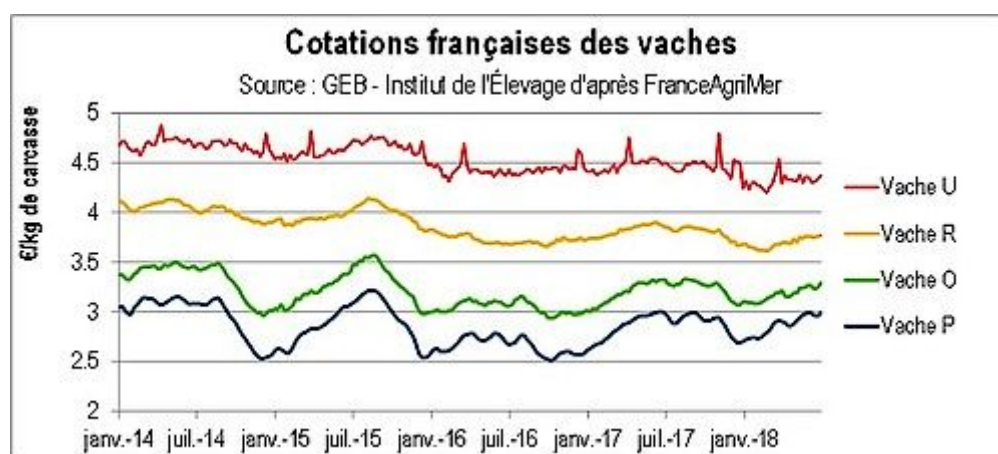
Les abattages de femelles ont été particulièrement élevés au 1^{er} semestre, mettant les prix sous pression. Mais le marché pourrait s'alléger à l'automne, tant en laitières qu'en race à viande.

+ 20 000 téc abattues au 1^{er} semestre

Au 1^{er} semestre 2018, les abattages français de vaches et de génisses ont totalisé 410 000 tonnes équivalent carcasse, soit 20 000 téc de plus qu'en 2017 (+5%). Aux 411 000 vaches allaitantes abattues (+5% /2017) se sont ajoutées 196 000 génisses de race à viande (+4%) et 514 000 femelles laitières (+2%). La hausse des poids de carcasse, en particulier des femelles de race à viande (+1,9% /2017), a participé à accroître les volumes.

Prix sous pression

Cette hausse de l'offre a mis les cours sous pression. Les cotations des vaches U et R ont eu bien du mal à rattraper les centimes perdus pendant l'hiver et ont terminé le semestre à 4,37 € et 3,78 €/kg de carcasse, 2% sous leurs cours de 2017. Les vaches laitières ont moins souffert, malgré la hausse des importations, terminant le semestre à 3,31 €/kg pour la vache O (+1% /2017) et 3,01 pour la vache P (+2%). Le développement de la demande pour le haché n'est pas étranger à cette meilleure tenue des cours des animaux laitiers.

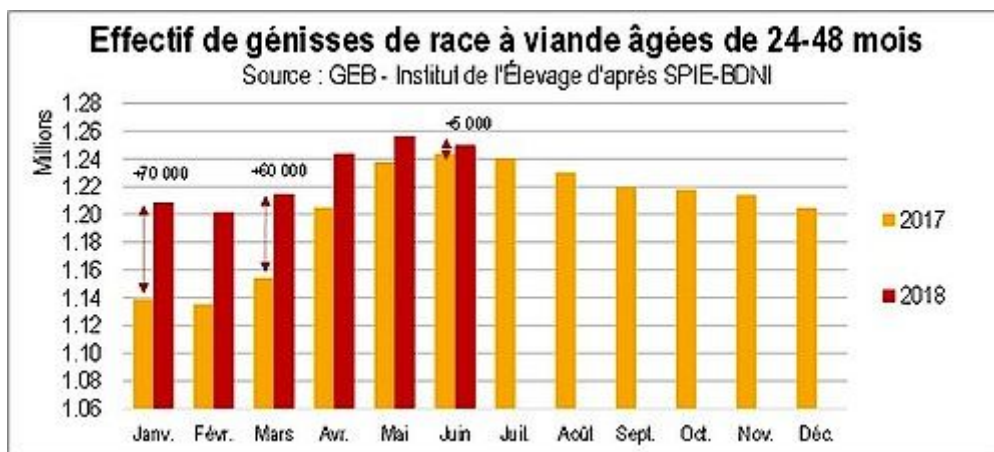


La décapitalisation allaitante a engendré un surcroît de réformes

La hausse des abattages de femelles allaitantes s'explique par l'inversion de la dynamique du cheptel : après 3 années de capitalisation, le cheptel allaitant français est reparti à la baisse à partir du printemps 2017 (consultez le résumé de l'étude « dynamique du cheptel allaitant » ([lien ici](#))). Les éleveurs ont en effet réformé plus de vaches mais ont aussi engraisé plus de génisses plutôt que de les orienter vers le renouvellement.

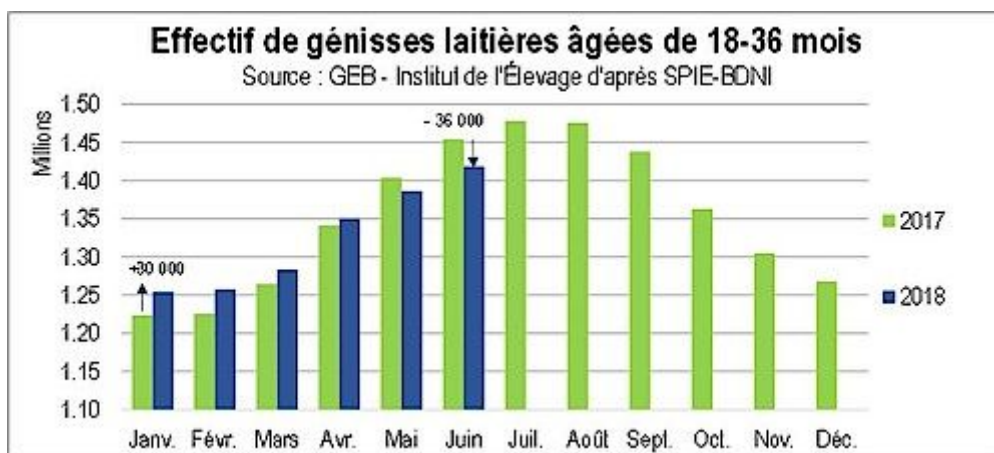
Au 1^{er} mars 2018, la BDNI faisait état d'un repli annuel de 2,5% du cheptel de vaches allaitantes. Au 1^{er} juin, le recul s'était amoindri (-2,2%) grâce à de nombreuses entrées de primipares dans les troupeaux en mars (+11% /2017), avril (+12%) et mai (+6%). Cette hausse des entrées n'était en fait qu'un rattrapage du retard pris dans les vêlages en raison de problèmes de fertilité liés entre autres à la mauvaise qualité des fourrages. Les naissances allaitantes pourraient donc d'ici quelques mois repartir à la baisse si la décapitalisation continue.

La croissance du cheptel jusqu'au printemps 2017 et les retards pris dans les vêlages ont entraîné un important surplus de génisses dans le cheptel. Au 1^{er} mars, la BDNI comptait 1,21 million de génisses de race à viande âgées de 24 à 48 mois (+60 000 têtes ou +5% /2017). La hausse des abattages de génisses et des vêlages de génisses, entrées dans les troupeaux entre mars et mai, a permis de résorber ce surplus, quasi nul au 1^{er} juin 2018. Ainsi, sauf nouvelle accélération de la baisse du cheptel, les abattages de femelles allaitantes devraient être moins dynamiques au second semestre qu'ils ne l'ont été au premier.



Moins de réformes laitières pour le second semestre

Du côté du cheptel laitier, la hausse des abattages au 1^{er} semestre provient des entrées supplémentaires de génisses dans le troupeau qui ont incité les éleveurs à réformer plus de vaches. En effet au 1^{er} janvier, le nombre de génisses laitières âgées de 18 à 36 mois en BDNI était en hausse significative (+35 000 têtes /2017 ou 2,5%). Mais ce surplus s'est largement réduit sur les premiers mois de l'année et l'évolution s'est même inversée : au 1^{er} juin, cette même catégorie de bovins affichait une baisse d'effectifs (-36 000 têtes /2017, ou -2,5%). Ainsi, moins de génisses entreront dans le troupeau laitier au second semestre, ce qui engendrera moins de réformes. De surcroît, l'amélioration de la conjoncture sur les marchés laitiers devrait conduire à une rétention des vaches, ce qui permettra d'alléger le marché.



Rebond des importations après plusieurs années de recul

Sur les 4 premiers mois de l'année, la France a importé 101 000 téc de viande bovine réfrigérée et congelée (+5% /2017). Alors que les achats de viande fraîche sont restés stables à 66 000 téc, ceux de viande congelée ont fortement progressé (+16% à 35 000 téc), notamment en provenance d'Allemagne (+49% à près de 9 000 téc), de Pologne (+33% à près de 8 000 téc), des Pays-Bas (+43% à près de 5 000 téc) et d'Italie (+15% à 2 000 téc). Ce rebond des importations pourrait être lié à une hausse de la consommation de viande bovine en restauration commerciale (classique comme rapide), où la part de la viande importée reste prépondérante. Elle est également à relier à la hausse des disponibilités en viande de vaches en Europe.

Pour autant, malgré l'évolution de ce mix produit à l'import, le prix moyen de la viande importée n'a pas baissé, au contraire : le prix de la viande fraîche importée a grimpé à 4,71 €/kgéc (+6% /2017) et celui de la viande congelée à 2,73 €/kgéc (+5%). La viande congelée polonaise est notamment de mieux en mieux valorisée, à 2,60 €/kgéc (+14% /2017).

Du mieux pour la consommation

Les achats des ménages mesurés par le panel Kantar ont rebondi sur la période P6 finissant le 10 juin. Le total bœuf a en effet affiché une hausse de 4% /2017, dont +3% pour la viande brute, +4% pour le haché frais et +19% pour le haché surgelé. Toutefois, ce rebond ne suffit pas à résorber la forte baisse enregistrée en début d'année. En cumul sur les 6 premières périodes, le total bœuf recule toujours (-3%), les viandes brutes sont à -6%, le haché frais à +1,5% et le haché surgelé à +4%.

Par ailleurs, la consommation calculée par bilan a totalisé 524 000 téc sur les 4 premiers mois de l'année (+3% /2017 ; = /2016), selon le SSP. Ce calcul considère l'ensemble de la viande bovine consommable en France et tient donc compte de la consommation hors foyer et de la viande incorporée dans les plats préparés. La divergence entre les 2 indicateurs (panel Kantar et consommation par bilan) pourrait provenir de la part croissante de la viande bovine consommée hors domicile. Sur les 4 premiers mois de l'année, le chiffre d'affaires du secteur de l'hôtellerie-restauration aurait d'ailleurs progressé de 6,5% d'après l'INSEE.

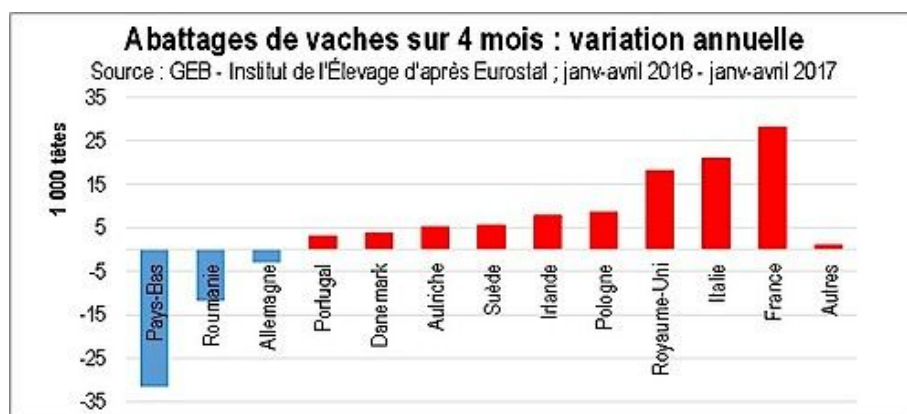
Groupe Economie du Bétail GEB (Institut de l'Élevage)

Femelles en Europe : plus de réformes et plus de haché

Les réformes ont été globalement dynamiques sur le marché européen début 2018, sans pour autant faire baisser les prix, sauf en France et en Suède.

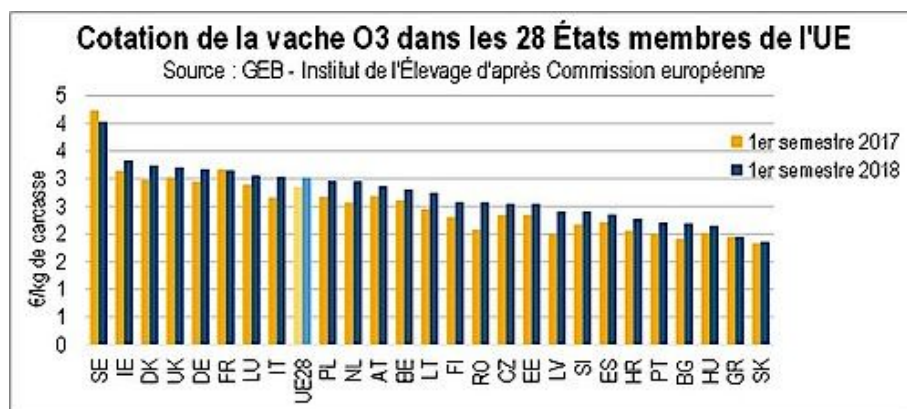
Plus de réformes en Europe

2,49 millions de vaches ont été abattues dans l'UE sur les 4 premiers mois de l'année, soit une hausse de 2% par rapport à 2017 (+ 60 000 vaches). Ce constat, alors même que le cheptel de vaches était en baisse fin 2017 (-0,7% /2016), témoigne de la poursuite de la décapitalisation du cheptel européen. La France a été le plus gros contributeur à la hausse des réformes, avec +28 000 têtes, suivie de l'Italie (+21 000). Dans les îles britanniques les problèmes de disponibilités en fourrage ont obligé les éleveurs à réformer plus (+18 000 têtes au Royaume-Uni et +8 000 en Irlande), d'autant que les cheptels laitiers étaient plutôt étoffés. En Pologne (+9 000), la restructuration laitière se poursuit. A l'inverse, les Pays-Bas ont enregistré un fort rééquilibrage (-32 000 têtes) par rapport à un début d'année 2017 marqué par des réformes massives visant la mise en conformité des élevages avec la réglementation sur les déjections de phosphate.



Une hausse de prix, dont la France ne profite pas

Malgré cette hausse de l'offre, la cotation pondérée européenne de la vache O a atteint 3,02 €/kg de carcasse en moyenne au 1er semestre (+6% /2017). La demande croissante pour la viande hachée dans une grande partie des États membres soutient le prix des vaches. La cotation a notamment progressé de 7% en Allemagne, pour atteindre 3,17 €/kg, et de 15% aux Pays-Bas à 2,96 €/kg. La cotation polonaise est en forte hausse (+11%, à 2,88 €/kg). La confiance de plus en plus robuste des opérateurs européens dans la viande polonaise entraîne un rapprochement des prix avec l'Europe de l'Ouest. Si l'on exclut la Suède, c'est en Irlande que la vache O a été la mieux payée au 1er semestre 2018 (+6% /2017, à 3,33 €/kg), détrônant la cotation française qui est tombée à 3,15 €/kg (-1% /2017). Avec la Suède, la France est le seul État membre à avoir vu sa cotation reculer au 1er semestre 2018. Ces deux pays ont enregistré de fortes hausses d'abattages de vaches, mais ils sont aussi les deux principaux importateurs de viande de vache de réforme en Europe et ont donc absorbé une partie du surplus européen de viande de vache.



Le marché européen des vaches de réforme devrait rester fluide dans les prochains mois. D'un côté, la demande pour la viande de transformation n'a pas de raison de faiblir. De l'autre, les réformes laitières devraient rester contenues, la conjoncture laitière commençant à se redresser.

Maigre, vers un marché tendu au 2nd semestre ?

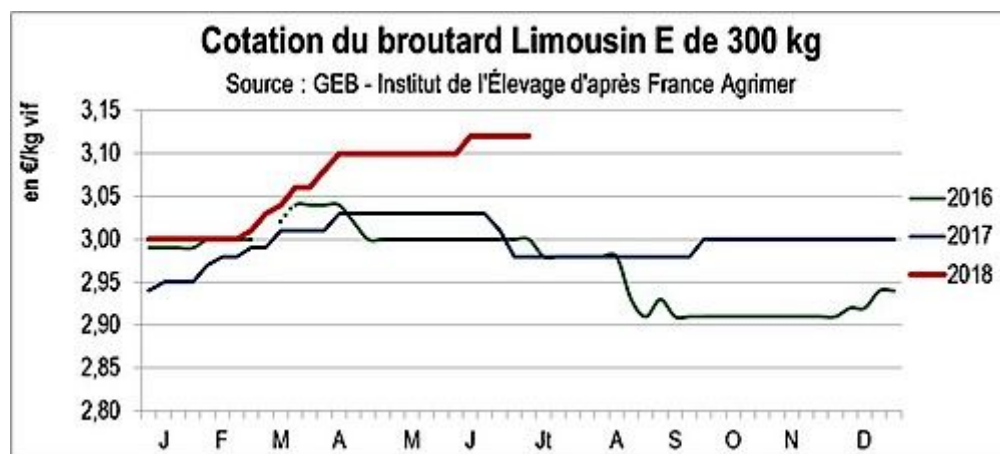
Les cours des broutards sont restés bien orientés au premier semestre en raison de disponibilités limitées. Les cours devraient se maintenir au deuxième semestre, malgré l'alourdissement actuel du marché des JB qui pourrait affecter la demande des engraisseurs.

Des cours bien orientés

Le marché des bovins maigres en France est globalement tendu depuis le 2nd semestre 2017. Sur les dernières semaines, l'ensemble des cotations étaient stables ou en légère hausse, malgré la fermeture du marché algérien. Sans effet jusqu'ici sur les cotations, cette fermeture sanitaire pourrait pénaliser les catégories les plus lourdes et les rustiques.

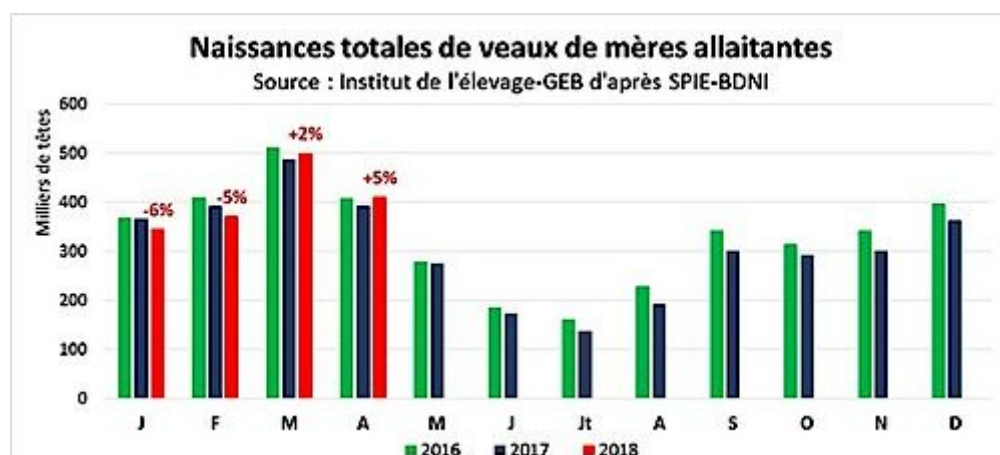
En semaine 27, la cotation du Charolais U de 300 kg vif atteint 2,98 €/kg, soit +3% /2017, tandis que celle du Charolais U de 450 kg atteint 2,68 €/kg, soit +1% par rapport au haut niveau de 2017. La situation est similaire dans les autres races : le Limousin E de 300 kg progresse de nouveau à 3,12 €/kg (+5% /2017) et le Salers R de 300 kg gagne 1% à 2,32 €/kg. Les cotations des femelles frémissent également à la hausse : la Charolaise U de 270 kg cote 2,64 €/kg en semaine 27 (+2% /2017), et la Limousine E de 270 kg 2,85 €/kg soit +4% /2017.

Retard des naissances partiellement compensé



La baisse des naissances en races allaitantes, observée tout au long de 2017 et particulièrement amplifiée au 2nd semestre (-12% /2016), réduit les disponibilités en broutards pour l'export. Le stock national de mâles de races allaitantes âgés de 6 à 12 mois, estimé à 523 000 têtes au 1er juin, a perdu 10% de ses effectifs en un an. Ce recul des disponibilités devrait s'atténuer dans les prochains mois, mais restera important. Les effectifs de mâles de races allaitantes de 0 à 6 mois sont toujours en recul de 2%/2017, à 1 157 000 têtes au 1er juin.

Après une progression de 3% en mars et 5% en avril, les naissances de veaux de mère allaitante ont rebondi de 4% /2017 en mai à 287 000 têtes (+12 000 veaux). En cumul sur les 3 derniers mois, les naissances de veaux de mère allaitante ont progressé de 45 000 têtes et sur les 5 premiers mois de l'année elles ont retrouvé leur niveau de 2017 à 1,92 million de veaux. Les naissances devraient continuer à progresser en juin et juillet. Les génisses de races allaitantes de plus de 36 mois sont encore nombreuses dans les élevages français : +11% /2017 au 1er juin 2018. Ce rebond des vêlages allaitants est toutefois loin de compenser le retard accumulé en 2017 : sur 12 mois glissants (de juin 2017 à mai 2018) les naissances sont encore en recul de 5,2% (-204 000 veaux).



L'évolution des naissances n'est pas homogène, ni entre les races, ni entre les régions. Sur les 5 premiers mois de l'année, les naissances cumulées de veaux de race charolaise ont progressé de 1% /2017 et celles de veaux limousins de 0,7% /2017. A l'inverse les naissances de veaux croisés ont reculé de 2% /2017. Très fortement touchés par la baisse des naissances en 2017, le bassin charolais et le Nord-Est de la France concentrent aujourd'hui le rattrapage des naissances. Le cumul des naissances demeure en retrait dans le bassin limousin, mais ce retard semble se combler sur les dernières données de naissances. Finalement seul le Grand Ouest (Bretagne et Pays de la Loire) ne semble pas connaître de rattrapages des naissances allaitantes sur le 1er semestre 2018 (carte en fin d'article).

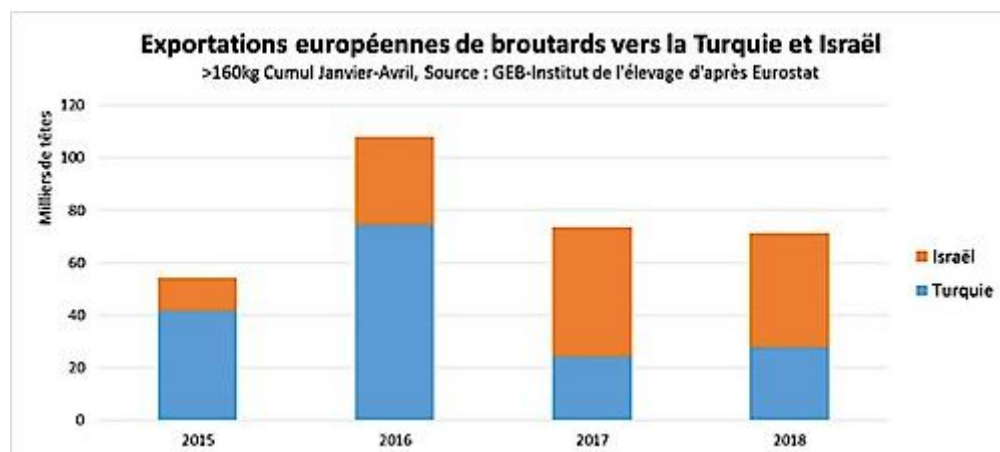
L'export recule faute de disponibilités

D'après les informations de la BDNI*, les exportations françaises de bovins de 6 à 14 mois sur les 5 premiers mois de l'année sont ralenties (-4,3% /2017). Cette évolution est cohérente avec la baisse des disponibilités en brouards dans les élevages, même si la demande reste bien orientée en Italie et en Espagne.

La Turquie et Israël restent aux achats

Depuis le début de l'année, les exportations françaises sont atones vers les pays tiers. Seule l'Algérie a reçu des effectifs significatifs de brouards français : 19 000 têtes en cumul sur 5 mois, soit le double des envois 2017. Ce flux dynamique est pourtant bloqué pour probablement plusieurs mois suite à la découverte en Algérie de foyers de fièvre aphteuse fin juin. Afin de lutter contre la propagation de la maladie, les autorités sanitaires ont décidé de suspendre les importations de bétail vif.

L'absence d'expéditions d'animaux français sur les pays tiers ne s'explique pas par une demande en berne. Depuis le début de l'année, les importations israéliennes et turques de bovins maigres venus d'Europe sont équivalentes à celle de l'année passée. Israël a reçu 43 500 animaux maigres européens de plus de 160 kg entre janvier et avril, soit -11% /2017 mais +29% /2016. Ces animaux proviennent à 55% du Portugal et à 40% de Roumanie. Les flux pourraient ralentir à partir de juin en raison de la suspension des importations en provenance de Roumanie à la suite de manquements des exportateurs vis-à-vis de la réglementation sanitaire. Entre janvier et avril, la Turquie a importé 28 000 animaux maigres européens de plus de 160 kg, soit +13,5% /2017. Ces animaux provenaient principalement des ports croates (55%) et de Hongrie (30%).

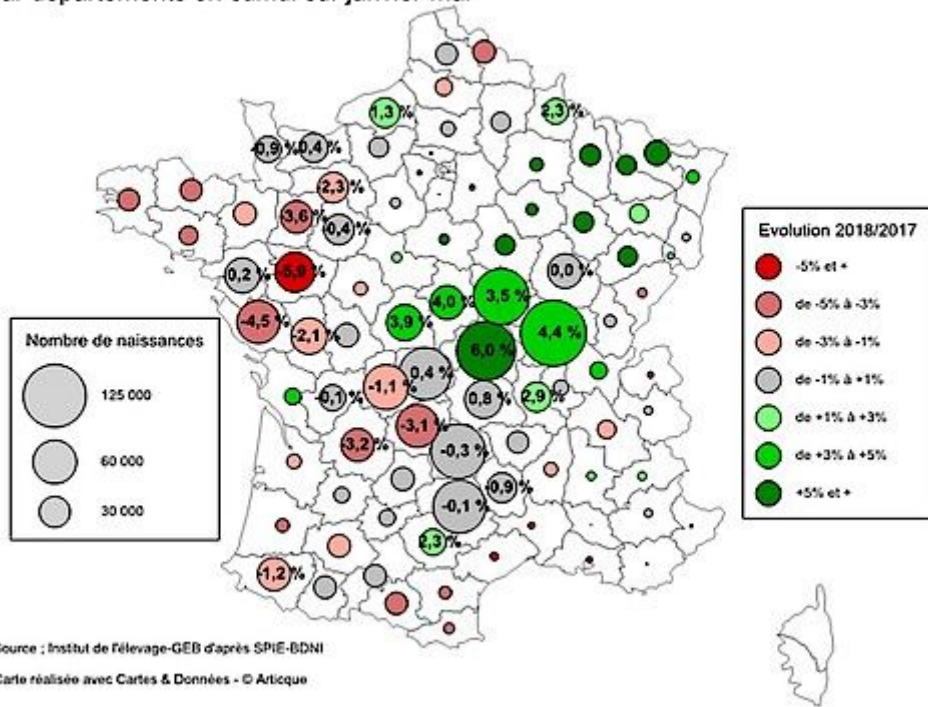


Un marché plus lourd au 2nd semestre ?

Entre la fermeture du marché algérien et l'alourdissement des marchés européens des JB (Voir articles JB), on pourrait craindre des difficultés sur les marchés des brouards au 2nd semestre 2018. Néanmoins, au vu des naissances du 1er semestre, les disponibilités en brouards resteront en net retrait en fin d'été et en début d'automne avant de progresser à partir de novembre. Les marchés devraient donc rester relativement tendus jusqu'à la rentrée.

*Depuis mars 2018 des incohérences dans les données douanières nous empêchent de diffuser les informations habituelles sur l'export de brouards.

Evolution 2018/2017 des naissances de veaux de races allaitantes par départements en cumul sur janvier-mai



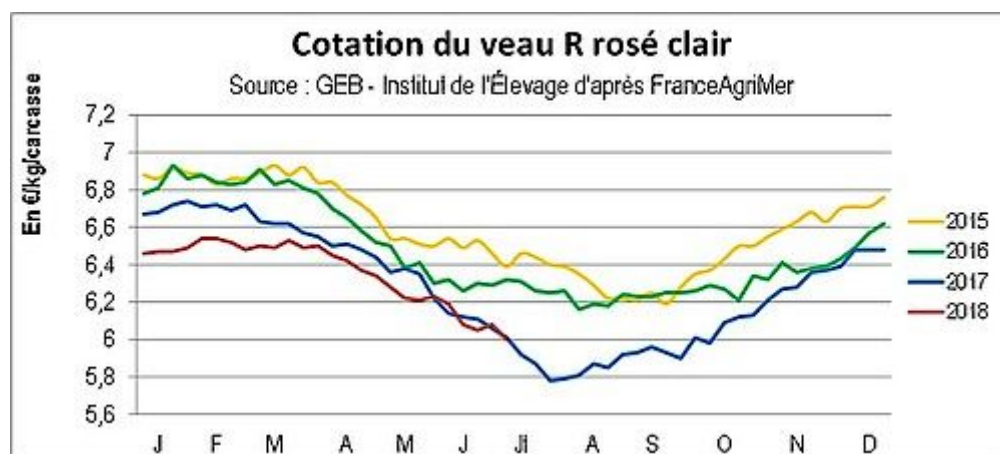
Groupe Economie du Bétail GEB (Institut de l'Elevage)

Veaux de boucherie, baisse saisonnière des cotations

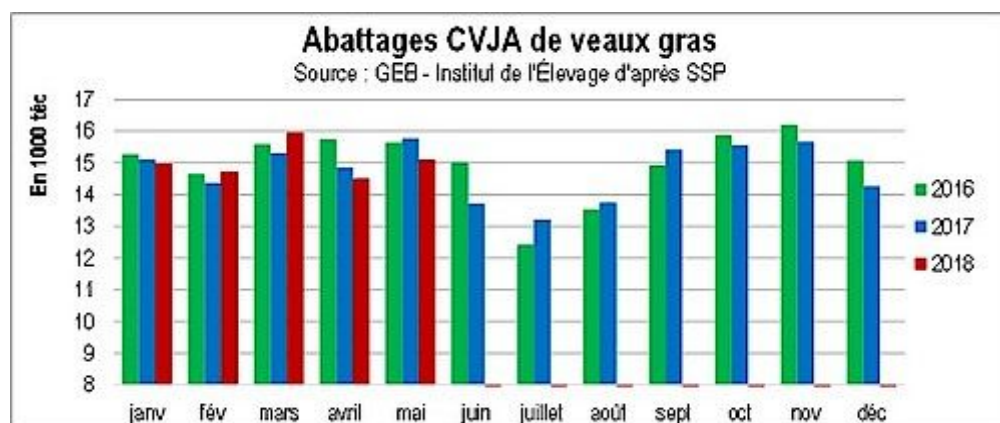
La baisse saisonnière des cours, plutôt modérée pour les veaux laitiers, est en revanche très prononcée pour les veaux croisés. La fermeture estivale de la restauration collective et surtout la grosse vague de chaleur affectent la demande européenne.

En France, la cotation du veau de boucherie rosé clair O, indicateur du marché des veaux laitiers, s'établissait à 5,54 €/kg en semaine 26, soit 12 centimes au-dessus de son niveau de 2017 (+2%), grâce à une baisse saisonnière modérée. Avec des sorties plutôt raisonnables, le marché sera fluide cet été.

La situation est en revanche plus préoccupante pour les veaux croisés de moyenne gamme. La cotation du veau R rosé clair, qui comprend les veaux mixtes et croisés, continue de flirter avec le très bas niveau de 2017, inférieur de 5% à celui de 2016. Cette dernière a chuté de 22 centimes en 8 semaines, à 6,0 €/kg carcasse fin juin. Cette tendance devrait se poursuivre dans les prochains mois : les ateliers d'engraissement contiennent plus de veaux croisés que nécessaire en raison de la forte hausse des naissances de veaux croisés (+13% en mai 2018 /2017 et +6% sur les 5 premiers mois de l'année) parallèlement à une relative pénurie de Holstein.



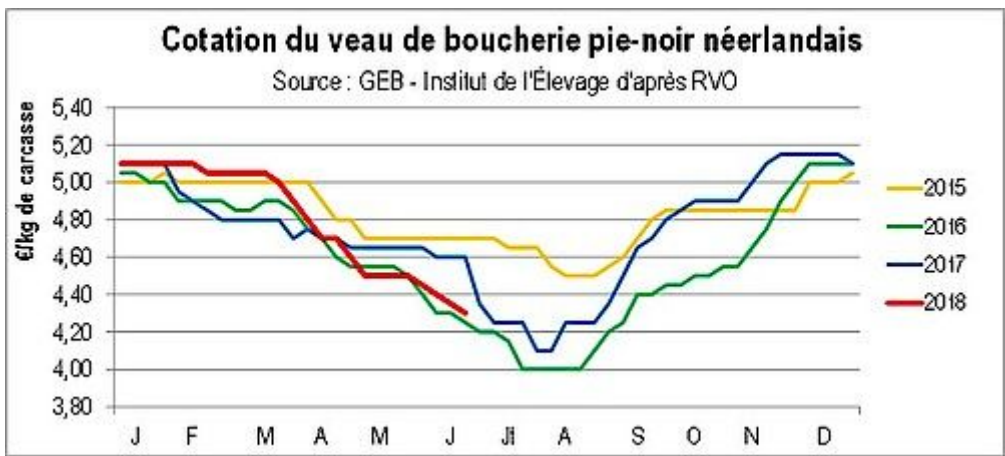
En mai, les abattages de veaux français, corrigés des variations journalières (CVJA), ont baissé de 4% /2017 en têtes et en volume (104 000 têtes soit 15 000 téc). Sur les 5 premiers mois de l'année, les abattages ont reculé en têtes (-1%), mais ont été quasi stables en volume (-0,2% à 75 000 téc). Car les veaux gras abattus ont pris en moyenne 1,2 kg à 142,4 kgéc/ tête sur la même période.



Pays-Bas, l'offre pèse sur les cours

Les abatteurs néerlandais sont confrontés à une offre importante. La production poursuit sa progression en volume (+2% /2017 à 17 000 téc) grâce à des poids carcasse en hausse (+3% à 158,7 kg en moyenne en avril soit +4 kg d'un an sur l'autre). Cette hausse des disponibilités, couplée à une demande encore plus en berne à cette période estivale par la chaleur qui sévit en Europe, pèse sur les cours. La cotation du veau pie-noir a chuté de 30 centimes en 8 semaines. A 4,30 €/kg fin juin, elle n'est plus qu'1% au-dessus du très bas niveau de 2016.

L'alourdissement des veaux néerlandais s'explique par un âge à l'abattage qui bat des records. Il atteint 29 semaines soit 6,75 mois et parfois plus. A titre de comparaison, les veaux français sont abattus en moyenne à 26 semaines et 1 jour (6 mois).

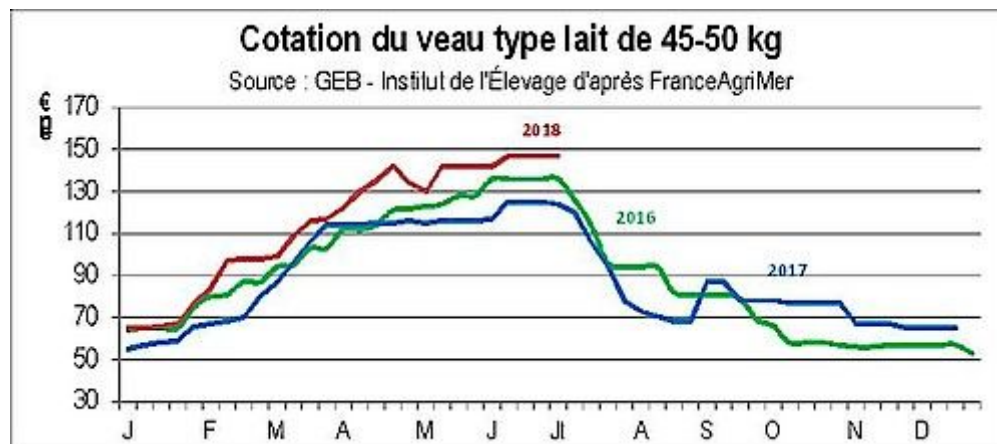


Groupe Economie du Bétail GEB (Institut de l'Élevage)

Veaux nourrissons, la cotation plafonne à un haut niveau

La cotation française du veau nourrisson a atteint son plafond. Le début du pic des vêlages laitiers et la baisse des mises en place de veaux devraient enclencher la baisse saisonnière des cotations.

A 147 €/tête début juillet, la cotation du veau mâle type lait de 45-50 kg semble avoir atteint son plafond depuis 4 semaines. Cette hausse de 5 € en juin précède la traditionnelle baisse saisonnière des cours, provoquée par la reprise saisonnière des vêlages laitiers et le ralentissement des mises en place de veaux de boucherie. Chaque année les mises en place de veaux gras chutent nettement courant juillet lorsque les intégrateurs estiment que les veaux engraisés ne pourront être abattus pour les fêtes de fin d'année.



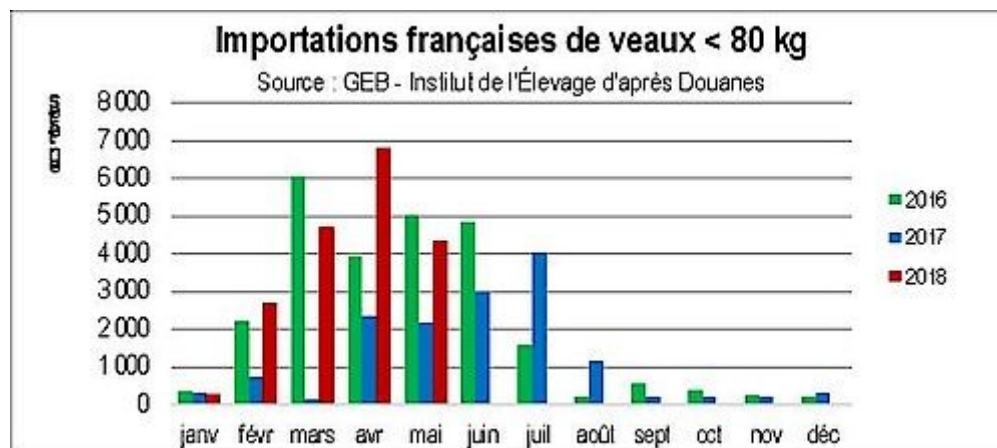
Les naissances de veaux de mère laitière enregistrées depuis 2 mois sont en hausse (+11% /2017 en mai à 256 000 têtes ; +7% /2017 en avril à 232 000 têtes) contrairement au 1er trimestre. Elles avaient alors reculé de 3% /2017, à 752 000 têtes. L'afflux de naissance de veaux croisés se poursuit (+13% /2017 au mois de mai) et continue de peser sur le marché du veau de boucherie R (voir article veaux de boucherie).

Un commerce extérieur très dynamique

Les exportations de veaux nourrissons sont toujours dynamiques, en hausse de 16% /2017 en avril et 22% en mai, à respectivement à 15 500 et 16 800 têtes. Elles sont cependant moins élevées qu'au 1er trimestre (24 000 têtes par mois en moyenne). La France a exporté 16 000 veaux de plus qu'en 2017 sur les 5 premiers mois de l'année. Ces animaux ont été presque tous (98%) exportés vers l'Espagne, où se maintient une forte demande.

Le dynamisme des exportations françaises de petits veaux oblige les intégrateurs à mettre en place davantage de veaux laitiers importés. Les effectifs importés sur les 5 premiers mois de l'année ont bondi de 42% /2017, à 24 000 têtes, principalement grâce à l'afflux de petits veaux irlandais (x 2,5 têtes /2017, à 6 300 têtes).

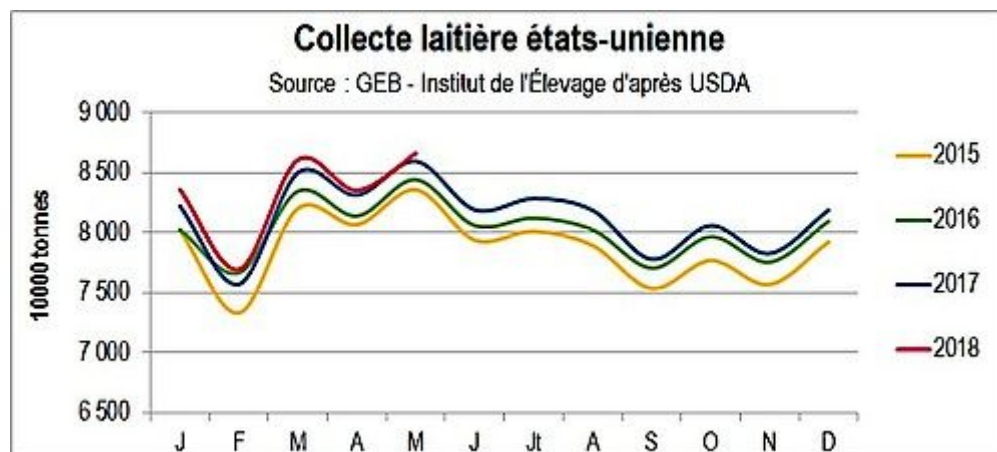
La hausse des imports devrait s'estomper durant l'été avec le ralentissement des mises en place et le début de la période de vêlages français.



Collecte mondiale du lait de vache : des évolutions contrastées

Tirée par de bons prix du lait et/ou par de bonnes conditions climatiques, la collecte dans les principaux bassins exportateurs a atteint un record historique à près de 25,5 millions de tonnes en mai.

La collecte étatsunienne a rebondi en mai, à +0,8% /2017 contre +0,5% en avril, mais reste encore bien inférieure aux niveaux enregistrés au cours du premier trimestre. Cette hausse s'explique par une progression du prix du lait en mai pour le 3ème mois consécutif, qui a plus que compensé le renchérissement de l'alimentation animale, permettant d'augmenter les marges des éleveurs. La baisse du cheptel national a été interrompue par une progression de 2 000 têtes d'un mois sur l'autre, permettant de rester supérieur au niveau de l'année dernière (+ 3 000 têtes). Enfin, le rendement moyen national des vaches a battu en mai un nouveau record historique, à 30 kg/vache/j.



Sur les 5 premiers mois, la collecte étatsunienne n'est cependant plus supérieure que de 1,2% à celle de l'année dernière, loin sous la prévision annuelle de l'USDA (+1,7%) pour 2018.

Fin de campagne dynamique en Nouvelle-Zélande

En mai, la revalorisation de 3% du prix payé par Fonterra ainsi que les conditions climatiques favorables à la pousse de l'herbe ont provoqué une sursaut de la collecte néozélandaise (+6% en volume de lait comme en matière sèche). Le rebond enregistré sur les mois d'avril et de mai a permis de compenser la baisse de production entre novembre et mars, due à un printemps austral pluvieux suivi d'un été très sec. Ainsi, sur la campagne 2017/2018 qui s'est terminée en mai, la production laitière néozélandaise a été stabilisée (+0,1% /campagne précédente) à 21,4 millions de tonnes après deux campagnes en recul. mais elle reste loin du pic de 2014/2015 (-2,5%). La production de matière utile subit toutefois une légère baisse (-0,6% /2017) d'une campagne à l'autre.

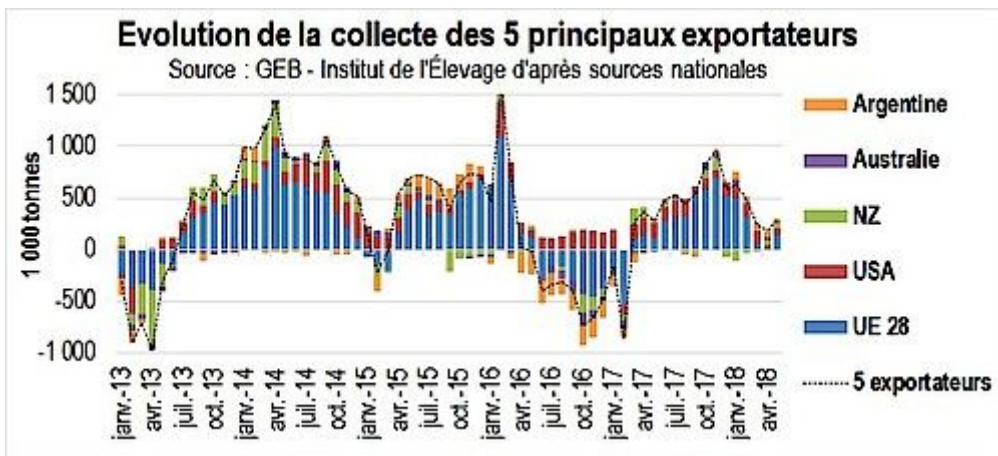
La campagne 2018/2019, qui a débuté en juin, se présente sous des aspects contrastés. D'un côté, le prix prévisionnel annoncé par Fonterra (+3,7% au prix de la campagne précédente) et les autres laiteries devrait stimuler la production. D'un autre côté, le cheptel national fait face à une vague d'infection de *Mycoplasma Bovis*, qui impacte le rendement des vaches sans affecter la qualité du lait. Les autorités néozélandaises ont annoncé fin mai l'abattage dans les mois à venir de 126 000 vaches avec l'objectif d'éradiquer la maladie, en plus de 23 000 déjà abattues au cours des derniers mois. Cet effectif ne représente que 3% du cheptel national et la date d'abattage devrait être laissée au choix de l'éleveur. En outre, la probabilité que survienne entre septembre et la fin de l'année un épisode El Niño, qui entraîne des sécheresses en Océanie, est légèrement supérieure à la moyenne, estimée à 50% pour le dernier trimestre.

Production relancée en Australie et en Argentine

Avec plus de 700 000 tonnes en mai (+2,6% /2017), la production laitière australienne a poursuivi sa tendance haussière entamée en juin 2017. La progression dans les provinces du Sud a plus que compensé le recul enregistré dans le Nord handicapé par des conditions climatiques encore chaudes et sèches. Sur les 11 premiers mois de la campagne 2017/2018, la production laitière a progressé de 3,4% par rapport à la précédente, qui avait été marquée par une forte baisse de production, mais reste sous les niveaux de 2014/2015 et 2015/2016.

Après 4 mois dynamiques (+9,4% /2017 sur le premier quadrimestre), la hausse de la production laitière argentine est ralentie en mai (+2,1%). Si le prix payé au producteur est motivant, les conditions climatiques se sont dégradées, renchérisant les prix de l'alimentation animale, sans compter l'inflation qui devrait dépasser les 25% en 2018, affectant les autres coûts de production. La production devrait donc ralentir voire reculer de nouveau au second semestre.

La collecte cumulée des 5 principaux exportateurs a quand même atteint en mai un nouveau record historique en mai à 25,5 millions de tonnes, en hausse de 1,2% /2017.



Groupe Economie du Bétail GEB (Institut de l'Élevage)

Collecte du lait de vache en France et dans l'UE : léger rebond en juin

Ralentie depuis plusieurs mois, la croissance de la production laitière a rebondi dans de nombreux pays européens, dont la France, permettant d'atteindre un record historique pour le mois de mai.

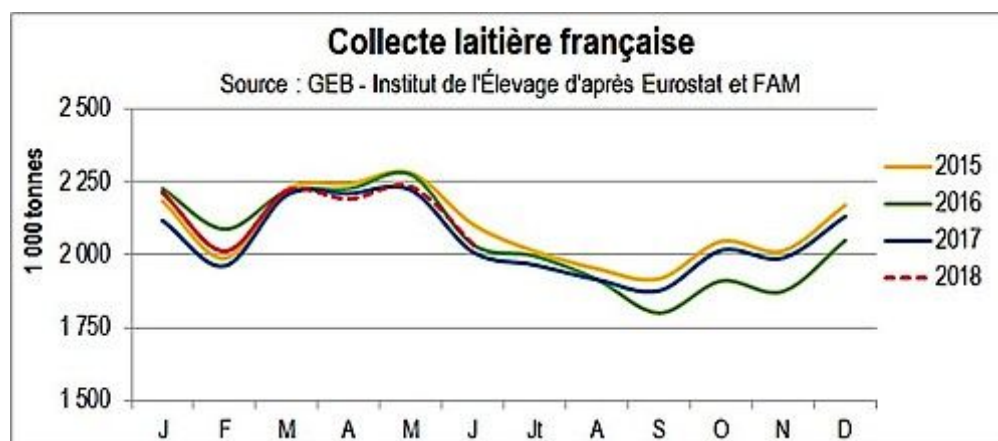
Rebond de la collecte française

En France, après un recul avril et une modeste hausse en mai, la collecte a connu en juin un rebond inattendu, avec une progression de plus de 1% /2017 d'après nos estimations basées sur l'enquête hebdomadaire de FranceAgriMer. Les deux dernières semaines de juin ont concentré la hausse de production, après une première quinzaine en repli. Les températures élevées et la pluviométrie ont favorisé la pousse de l'herbe dans le centre et le nord-est de la France, tandis que la situation a été moins favorable dans l'Ouest.

La production française s'est également appuyée sur stabilisation du cheptel de vaches laitières français. Après 5 mois consécutifs de recul, les sorties enregistrées en mai (essentiellement des réformes), ont été moins nombreuses (-3% /2017), tandis que les entrées en production de génisses ont bondi de 11%. Avec 3,36 millions de vaches au 1er juin, le cheptel laitier n'est plus que de 0,7%, contre près de 1% sur les 5 premiers mois, sous son niveau de l'an dernier.

Au 1er semestre la collecte cumulée s'établit à 12,9 millions de tonnes de lait, en hausse de 1,4% /2017.

Au 2nd semestre, elle devrait se situer à mi-chemin entre les niveaux haut de 2017 et bas de 2016.



En France, le prix du lait toutes filières confondues (y compris les laits AB et AOP) a été stabilisé en mai et juin autour de 320 €/1 000 l d'après nos estimations. En mai il a bénéficié de la meilleure valorisation du lait transformé en beurre et poudre maigre, et en juin des correctifs saisonniers positifs appliqués par certaines laiteries. En avril, le prix lait standard toutes filières confondues s'est établi à 319 €/1 000 l d'après l'enquête laitière mensuelle de FranceAgriMer, soit 1 € de plus qu'en mars 2017. Auparavant, entre septembre 2017 et avril 2018, il avait chuté de 33 €/1 000 l pour cause de la forte dévalorisation du lait transformé en beurre et poudre maigre.

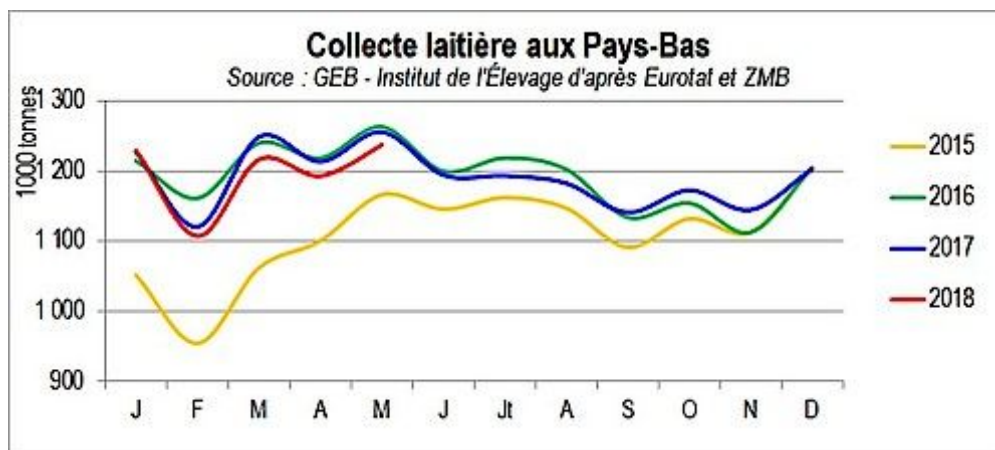
La collecte allemande toujours croissante

En juin, la collecte allemande a poursuivi sa progression (+2% /2017 d'après les estimations hebdomadaires de ZMB) entamée en août 2017. Elle a ralenti fin mai et début juin compte tenu des températures élevées dans le pays, mais a rebondi fin juin grâce à une météorologie plus clémente. Les inquiétudes concernant les fourrages restent cependant d'actualité. Sur le premier semestre 2018, la collecte cumulée afficherait un niveau supérieur de 3% au bas niveau de 2017 et un repli limité à 0,4% sous le record atteint en 2016. En mai, le prix à la production a légèrement reculé (-1€ /avril), à 304 €/1 000 l de lait standardisé (38 g de MG et 32 g de MP), soit 4% sous le niveau de l'année dernière. Depuis novembre 2017, le prix du lait a perdu 67 €/1 000 litres.

Alors que la hausse de la collecte espagnole ne cessait de ralentir depuis janvier, elle s'est légèrement redressée en mai (+1,7% /2017). Sur les 5 premiers mois, elle affiche une progression de 2,7% et dépasse pour la première fois les 3 millions de tonnes.

Pour le quatrième mois consécutif, la collecte néerlandaise a poursuivi son recul en mai (-1,5% /2017) pic de la production annuelle. La collecte cumulée sur les 5 premiers mois de l'année affiche un repli de 1,4% /2017 et de 1,9% /2016. Cette baisse s'explique par les difficultés environnementales auxquelles est confrontée la filière, mais également par un prix qui a prolongé en mai son repli entamé en octobre 2017. En 7 mois, il a perdu 18% de sa valeur pour atteindre 321€/1 000 l en mai, un niveau inférieur de 4% à celui du même mois de 2017. Malgré un prix attendu en hausse au second semestre et des bonnes récoltes fourragères ces dernières semaines, la Rabobank (banque

agricole néerlandaise) prévoit une baisse de la production néerlandaise de 2% en 2018.



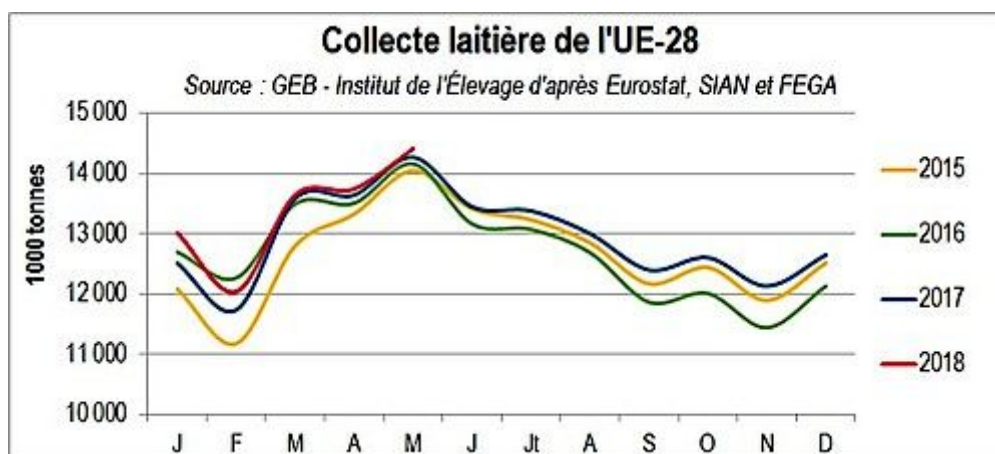
A l'inverse, la production en **Pologne** est toujours aussi dynamique, en hausse de 3,4% /2017 en mai. La collecte cumulée sur les 5 premiers dépasse pour la première fois 5 millions de tonnes (+3% /2017).

Rétablissement de la production dans les îles britanniques.

Au **Royaume-Uni**, la production a légèrement progressé en mai (+0,7% /2017), après deux mois consécutifs de recul dû aux mauvaises conditions climatiques. Cette hausse a eu lieu malgré la poursuite de la baisse du prix du lait en mai, qui retrouve son niveau de 2017, et enregistre un repli de 55 €/1 000 l depuis novembre 2017.

Après le décrochage enregistré en avril (-5% /2017) suite à de mauvaises conditions météorologiques, la collecte irlandaise était presque rétablie en mai (-0,4% /2017). Sur les 5 premiers mois, elle reste très légèrement inférieure à celle de l'année dernière (-0,2%). En juin ce sont les conditions météorologiques exceptionnellement sèches qui auraient encore freiné la production d'après les premières estimations disponibles.

Après avoir ralenti en mars et en avril, la progression de la collecte européenne a donc légèrement rebondi lors du pic de production annuelle (+1% /2017). Sur les 5 premiers mois de l'année, la hausse se chiffre à 1,7% /2017, avec un record historique autour de 66,8 millions de tonnes de lait.



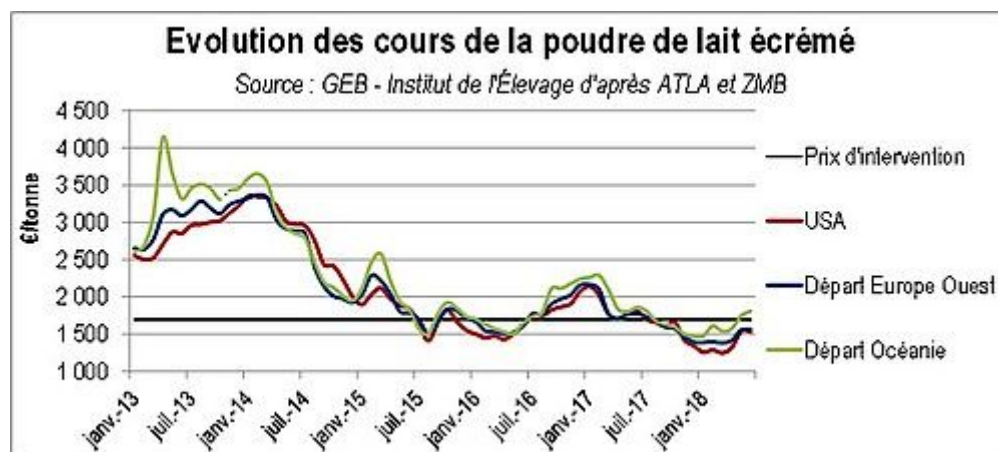
Groupe Economie du Bétail GEB (Institut de l'Élevage)

Marchés des produits laitiers : plus équilibrés à l'entrée de l'été

Le ralentissement de la croissance laitière en Europe et aux Etats-Unis sort du marasme le marché des protéines laitières, sans tendre davantage le marché du beurre grâce à l'arrivée de nouveaux fournisseurs. La fermeté de la croissance économique mondiale dynamise aussi la demande en poudres de lait.

Frémissement des cours des protéines laitières

Le marché des protéines laitières sort du marasme. Après s'être appréciée de 300 €/t en trois mois, la cotation ATLA de la poudre maigre a marqué une pause en juin à 1 600 €/t. Désormais proche du prix d'intervention (1 698 €/t), elle se situe néanmoins 20% sous son niveau de l'an dernier à pareille époque. La demande internationale est toujours forte. Les pays déficitaires activent leurs achats face à la perspective d'une poursuite du redressement des cours jusqu'à l'automne.

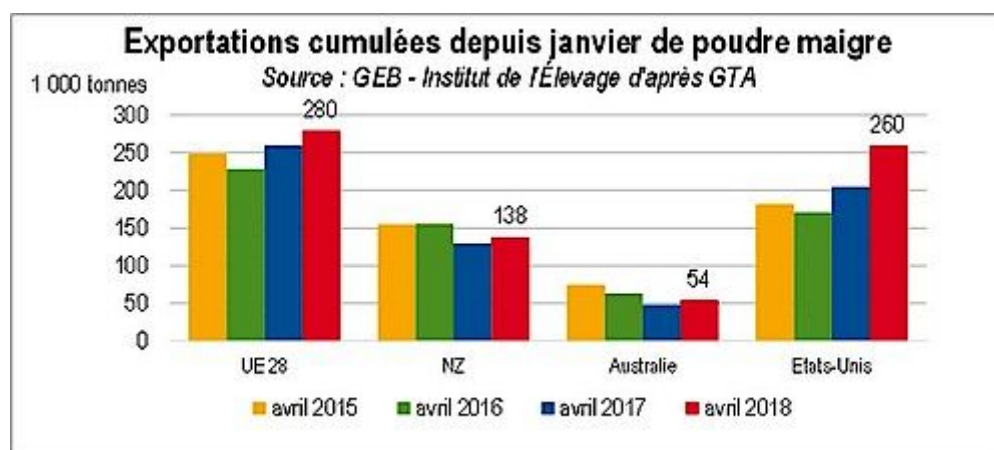


Les échanges internationaux ont bondi de 14% /2017 au 1er quadrimestre, surtout en partance des États-Unis (+27%), mais aussi de l'UE-28 (+8%), et secondairement de Nouvelle-Zélande et d'Australie. Le Mexique, la Chine, l'Algérie, les trois principaux importateurs ont accru leurs achats de respectivement +12%, +11% et +32% en 4 mois.

Les fabrications de poudre maigre, qui étaient très dynamiques au 1er trimestre, tant aux États-Unis (+9%) que dans l'UE-28 (+8%), ont marqué le pas au printemps. Elles ont légèrement fléchi aux États-Unis (-3% /2017) et ont été stationnaires d'un printemps à l'autre dans l'UE-28. Face à une ressource laitière moins abondante, les transformateurs européens et étatsuniens privilégient les fabrications de fromages aux débouchés plus assurés.

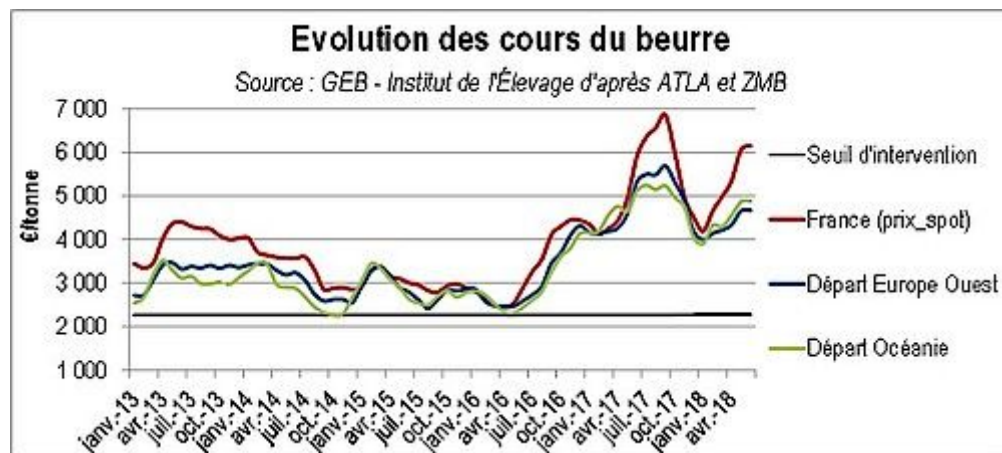
La fermeté de la demande internationale a facilité la remise sur le marché de stocks d'intervention. Après un 1er trimestre très calme, 52 600 t de poudre d'intervention ont été vendues au 2nd trimestre, entre 1 050 €/t (minimum fixé par la Commission en avril) et 1 200 €/t (en juin). En tout ce sont 58 800 t qui ont été déstockées au 1er semestre (15% du volume à l'intervention au 1er janvier 2018). Parallèlement, les stocks chez les fabricants ont aussi légèrement reflué aux États-Unis grâce aux bonnes performances à l'export. A 123 000 t début juin, ils ont été ramenés au même niveau qu'un an auparavant.

Au 1er juillet, il reste encore 320 000 t stockés à l'intervention dans l'UE. Durant l'été on peut s'attendre à un volume important de poudre maigre remis sur le marché, au moins aussi élevé qu'au 1er semestre, avant le pic de production laitière de la Nouvelle-Zélande, ce qui contiendra les cours de la poudre maigre.



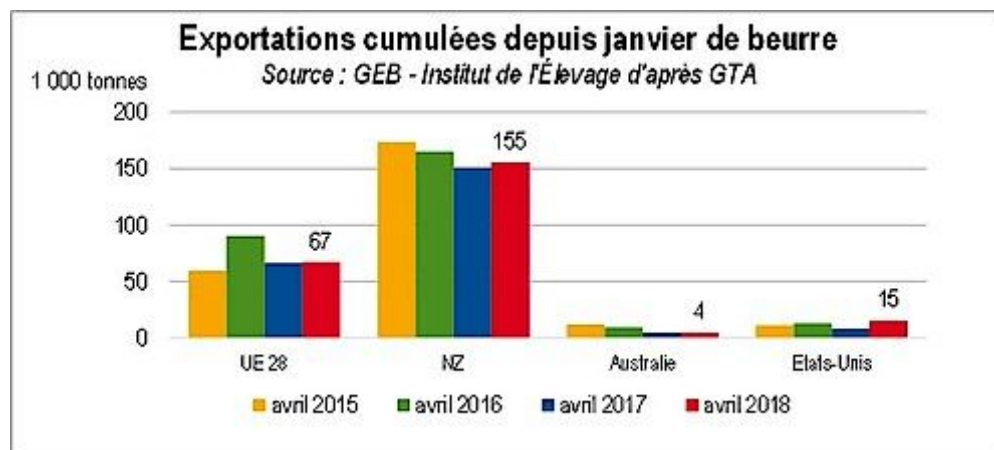
Moindre tension sur le marché du beurre

Amorcée fin février, la flambée des cours du beurre paraît (momentanément) stoppée. Après avoir grimpé à 6 280 €/t fin mai, la cotation ATLA du beurre vrac vendu sur le marché spot a fléchi de 530 €/t en un mois à 5 750 €/t début juillet. Mi 2018, elle se situe désormais 750 € sous son niveau de 2017 (-12%). Le cours du beurre à l'export au départ de l'Europe de l'Ouest se détend aussi. Il a perdu 200 \$/t en un mois à 5 400 \$/t fin juin. Celui au départ d'Océanie a perdu 140 \$/t à 5 660 \$/t au même moment.



Les échanges internationaux ont progressé de 6% sur le 1er quadrimestre 2017, stimulés par la fermeté de la demande internationale. Si la Russie a réduit de moitié ses importations à 14 000 t, la Chine manifeste en revanche un appétit croissant pour le beurre (+30% à 31 200 t au 1er trimestre).

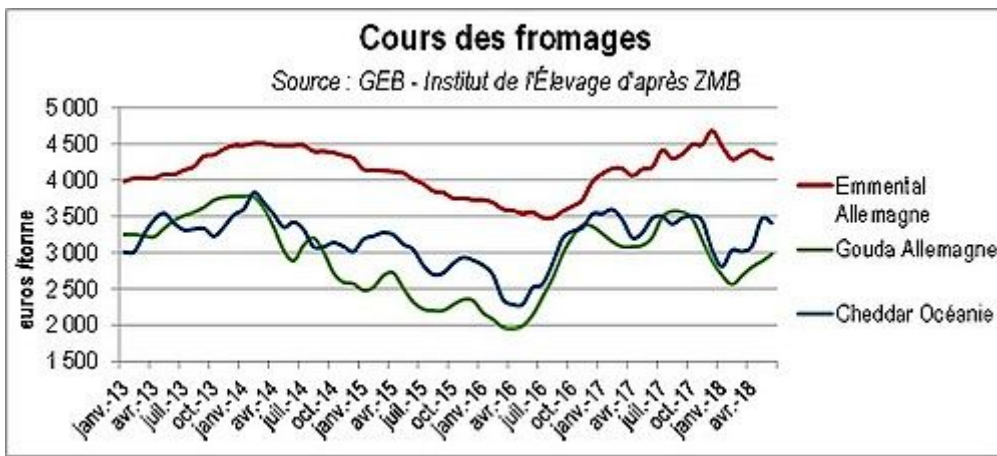
Les disponibilités semblent désormais mieux ajustées à la demande des importateurs. De nouveaux fournisseurs, attirés par la très bonne valorisation de la matière grasse laitière, sont venus compléter l'offre des exportateurs traditionnels. Par exemple l'Ukraine et l'Inde ont respectivement multiplié par 4 et par deux leurs exportations au 1er trimestre 2018. De même la Nouvelle-Zélande a accru ses expéditions de 15 000 t (+8%) et les États-Unis les ont doublées à 20 000 t sur 5 mois. En revanche, les exportations de l'UE-28 ont stagné sur 4 mois puis fléchi en mai.



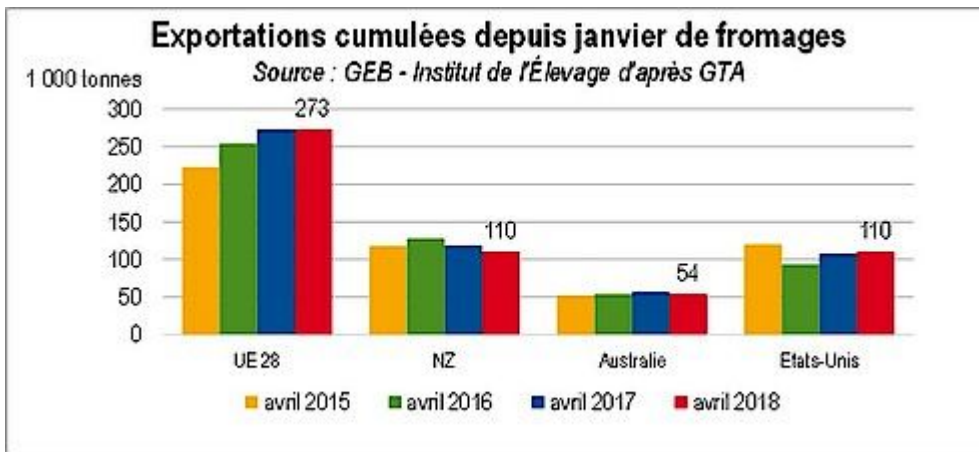
Les fabrications européennes n'ont pratiquement pas progressé au 1er semestre d'une année sur l'autre, si bien que les stocks entreprise, très bas début 2018, ont connu une très faible hausse saisonnière. Dans le même temps, la forte appréciation du prix du beurre, au stade de gros puis au détail, affecte la consommation des ménages dans la plupart des pays membres.

Redressement des cours des fromages

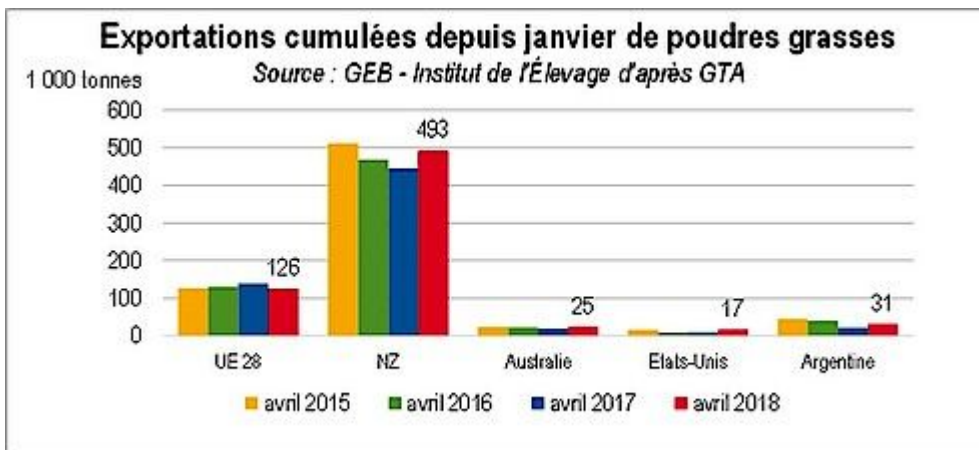
Dans ce contexte changeant, le marché des fromages, notamment ingrédients, est toujours bien orienté, tiré par une demande toujours ferme. La cotation du gouda en Allemagne s'est appréciée de 100 €/t en juin d'un mois sur l'autre à 2 980 €/t. Elle n'était plus que 7% sous son niveau de l'an dernier. Le cours du cheddar a en revanche marqué le pas aux États-Unis (3 3540 €/t, -7% /2017), comme au départ d'Océanie (3 410 €/t, -2% /2017).



Les fabrications sont toujours croissantes dans l'UE-28 (+2,4% /2017 sur 4 mois). Les volumes s'écoulent sur le marché domestique et étoffent les stocks, remontés à un haut niveau mi 2018. Les exportations européennes de fromages plafonnent. Sur les 4 premiers de 2018, elles ont égalé le haut niveau de 2017. Les échanges internationaux progressent marginalement (+1% /2017 sur 4 mois) d'après les expéditions des cinq exportateurs majeurs. Elles sont très dynamiques en partance des États-Unis (3% /2017) comme d'Argentine, et compensent le fléchissement au départ de Nouvelle-Zélande et d'Australie.



La Nouvelle-Zélande privilégie les fabrications de poudres grasses dont les exportations ont bondi de 11% /2017 sur 4 mois pour satisfaire une demande internationale vigoureuse (+9% /2017 sur 4 mois). De même l'Australie, les États-Unis et l'Argentine ont accru leurs expéditions de poudres grasses. En revanche, les expéditions de poudres grasses européennes, moins compétitives sur la scène internationale, ont chuté de 9% au 1^{er} quadrimestre, sous l'effet d'un fléchissement de 5% des fabrications sur la même période.

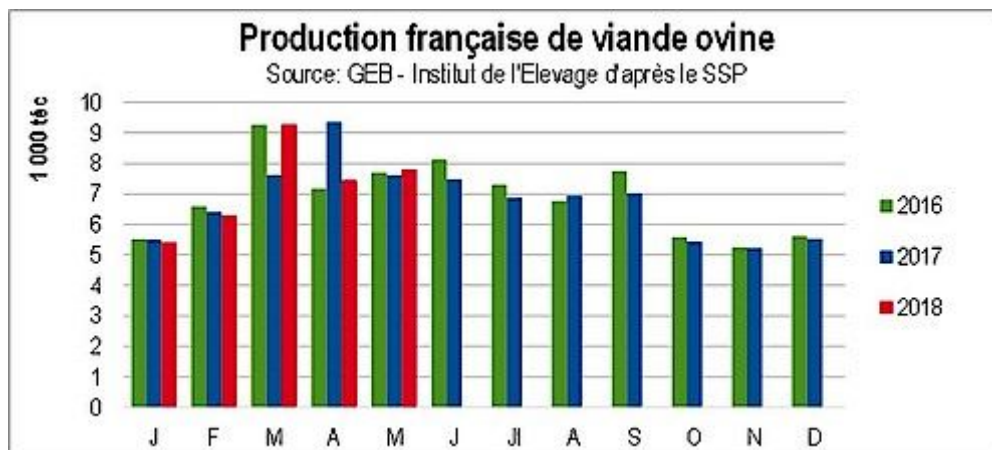


France : Moindre pression de l'import sur les cours de l'agneau

Alors que les importations françaises de viande ovine diminuent en volume en raison de la chute des arrivées britanniques et irlandaises, leur prix s'envole et pèse donc moins sur la cotation française.

Légère augmentation de la production en mai

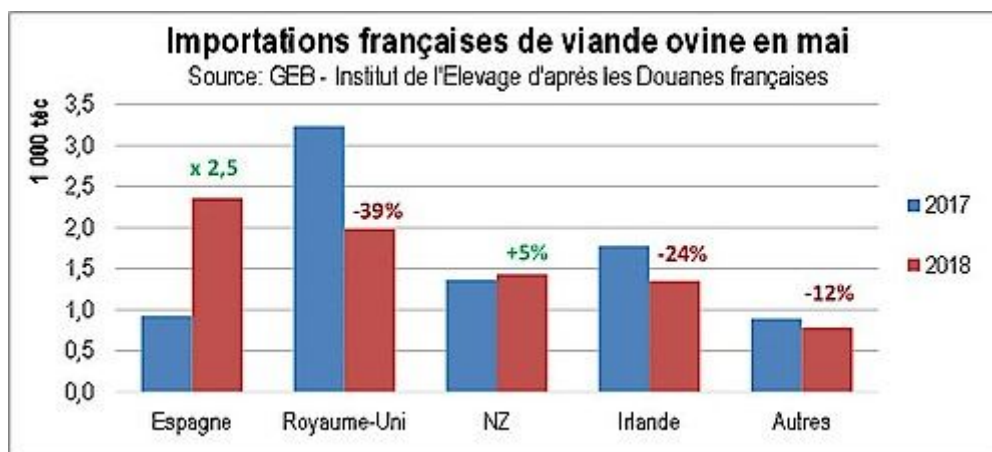
Après plusieurs mois de repli, les abattages français d'agneaux sont repartis à la hausse en mai, à 344 000 têtes (+2% /2017), alors que ceux d'ovins adultes ont grimpé de 4% à 56 000 têtes. La production française de viande ovine a ainsi progressé de 2% par rapport à l'année précédente, à 7 800 téc sur le mois.



En cumul de janvier à mai, la production française de viande ovine affiche toutefois un recul de 1% par rapport à 2017, en raison de la baisse de 2% des abattages d'agneaux.

Les importations de viande ovine chutent en provenance du Royaume-Uni et d'Irlande mais bondissent depuis l'Espagne

Après une chute de 21% en avril, les importations françaises de viande ovine ont reculé plus faiblement en mai (-3% à 7 900 téc). L'effondrement des arrivées en provenance du Royaume-Uni (-39% à 2 000 téc) et d'Irlande (-24% à 1 400 téc) a été partiellement comblé par les achats de viande espagnole qui ont été multipliés par 2,5 (à 2 400 téc).



La viande importée restait en outre plus chère qu'en 2017. À respectivement 7,1 €/kg éc, 6,7 €/kg éc et 5,5 €/kg éc, les prix des carcasses d'agneaux réfrigérées britanniques, irlandaises et espagnoles importées en mai dépassaient en effet de 19%, 22% et 10% leurs niveaux de 2017. En cumul sur les 5 premiers mois de 2018, les importations françaises de viande ovine enregistrent un recul de 2% par rapport à la même période de 2017.

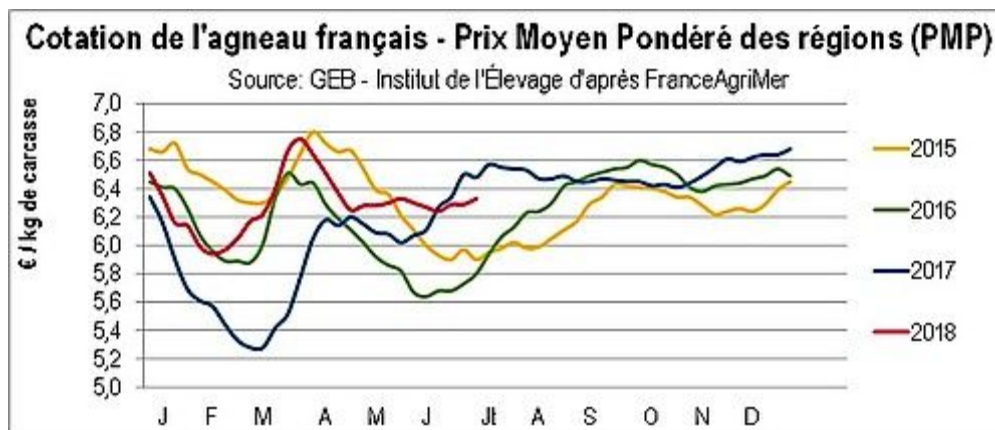
La consommation de viande ovine reste orientée à la baisse

En cumul de janvier à mai, la consommation française de viande ovine calculée par bilan (abattages + importations - exportations) s'est repliée de 2% par rapport à 2017. Les données issues du panel Kantar confirme la tendance : sur la période allant du 25 décembre 2017 au 10 juin 2018, les achats de viande d'agneau par les ménages français (hors restauration hors domicile) ont diminué de 4% par rapport à l'année précédente, alors que leur prix moyen au détail était en hausse de 1%.

Stabilisation du cours de l'agneau

Bien que la consommation reste peu dynamique et que les abattages progressent, la baisse de la pression à l'import continue de soutenir la cotation française. Sa baisse saisonnière, habituelle après Pâques, a ainsi été très limitée, et depuis fin avril 2018, le cours moyen de l'agneau lourd français oscille entre 6,25 € et 6,30 €/kg de carcasse, proche de ses niveaux de 2017 et très au-dessus de ceux de 2016.

A 6,33 €/kg de carcasse début juillet, le prix Moyen Pondéré de l'agneau français était ainsi 15 centimes inférieur à sa valeur de 2017 (-2%) et 53 centimes supérieur à celle de 2016 (+9%).



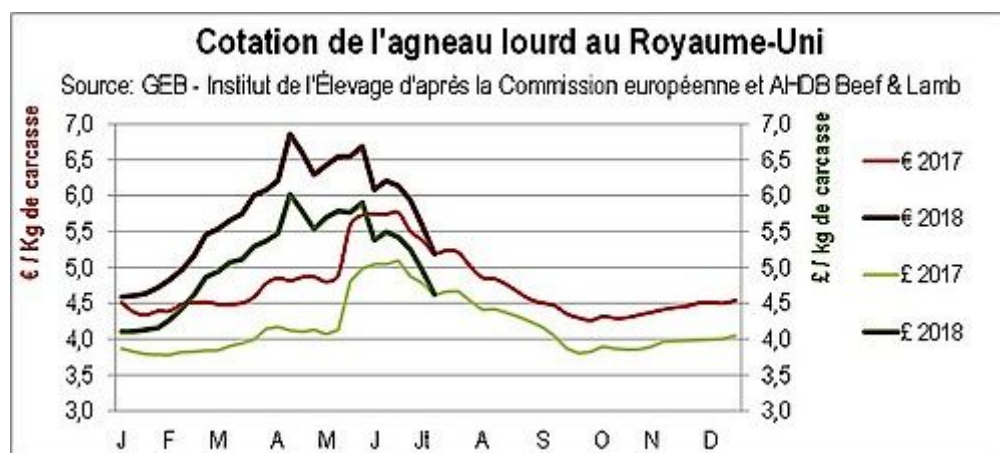
Ovins UE et Monde : des évolutions de prix contrastées

Alors que les cours chutent au Royaume-Uni en raison de la sécheresse, les prix atteignent des sommets en Nouvelle-Zélande grâce au dynamisme de la demande chinoise.

ROYAUME-UNI : La cotation repart à la baisse

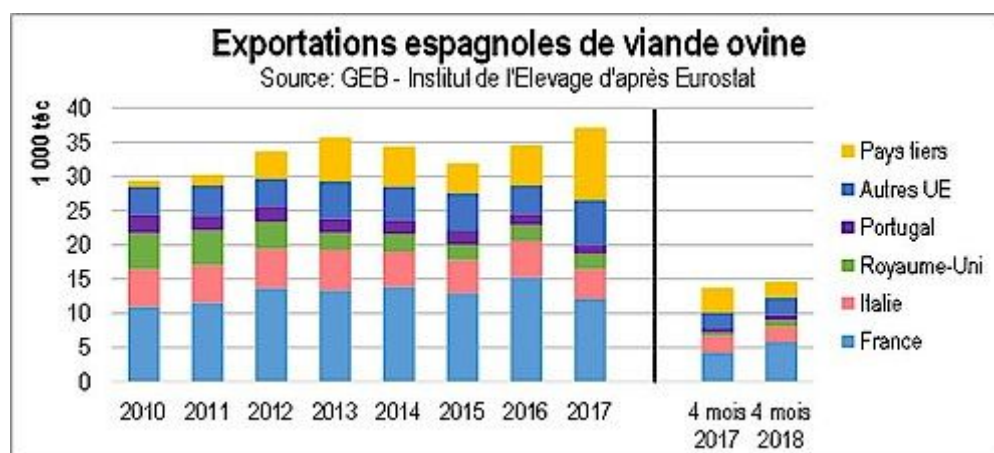
Malgré son recul saisonnier, le cours de l'agneau britannique s'est plutôt bien maintenu jusqu'à la fin du mois de juin, les sorties d'agneaux demeurant limitées suite aux mauvaises conditions climatiques du début d'année. À 910 000 têtes en mai, les abattages d'agneaux ont en effet chuté de 7% par rapport à 2017 au Royaume-Uni, et d'après les premières estimations d'AHDB - Beef & Lamb, le repli se serait poursuivi en juin.

Les conditions sèches fin juin - début juillet auraient toutefois accéléré les sorties et entraîné la chute des cours. À 4,62 £/kg de carcasse (soit 5,19 €/kg de carcasse) début juillet, la cotation britannique a ainsi retrouvé son niveau de 2017.



ESPAGNE : Bond des exportations de viande ovine vers la France début 2018

Boostées par une production en hausse sur 4 mois (39 600 téc en cumul de janvier à avril, soit +3% /2017), les exportations espagnoles de viande ovine ont grimpé de 6%, à 14 600 téc de janvier à avril. Les envois ont notamment fortement progressé à destination de la France (+37% à 5 800 téc), profitant de la présence moins importante du Royaume-Uni et de l'Irlande sur ce marché cette année. Les expéditions espagnoles étaient en revanche en net recul vers les pays tiers (-37% à 2 250 téc), après une forte hausse en 2017.



NOUVELLE-ZÉLANDE : Les prix élevés incitent les éleveurs à sortir leurs agneaux

Le dynamisme de la demande mondiale (chinoise notamment) dope le prix à la production de l'agneau en Nouvelle-Zélande : à 7,7 NZ\$/kg de carcasse début juillet (= 4,5 €/kg de carcasse), il était 56% supérieur à son niveau de 2017 et très proche de son niveau record de novembre 2011 (7,8 NZ\$/kg de carcasse).



De tels niveaux de prix incitent les éleveurs néo-zélandais à vendre leurs agneaux à l'abattoir (2,1 millions d'agneaux abattus en mai, soit +12% /2017), au détriment du renouvellement de leur troupeau, ce qui pourrait se traduire à terme par la baisse du cheptel et des abattages d'agneaux lors de la prochaine campagne.

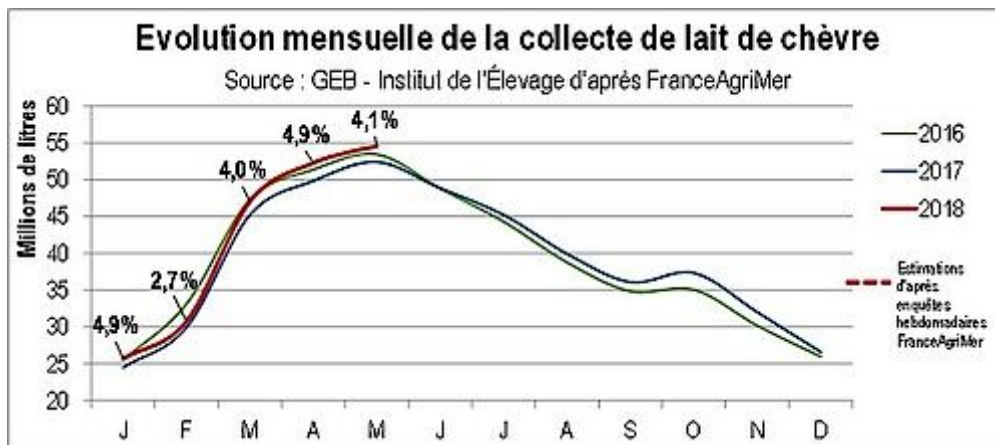
La hausse de la production en résultant s'est directement répercutée sur les volumes de viande ovine exportés qui ont grimpé de 20% en mai à 47 500 téc. Les envois ont notamment progressé de 12% vers l'Union européenne (à 15 800 téc), mais affichaient un recul de 12% vers la France (à 1 000 téc).

Groupe Economie du Bétail GEB (Institut de l'Élevage)

La collecte du lait de chèvre est bien relancée

Redynamisée depuis l'été 2017, la collecte nationale de lait de chèvre progresse mois après mois. Les ventes en GMS demeurent bien orientées en valeur grâce à la hausse des prix au détail. Le prix du lait à la production commence à s'effriter chez les autres pays producteurs.

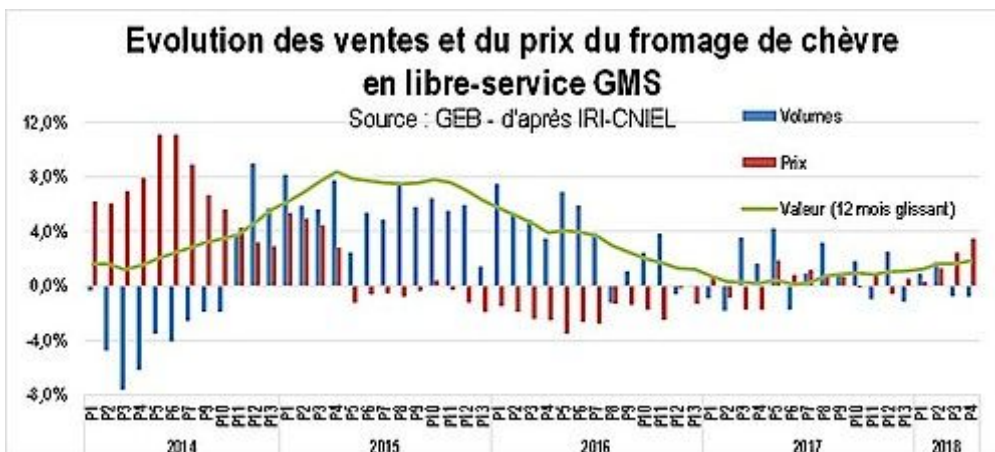
Collecte : supérieure à 2016 au pic des lactations



FranceAgriMer a revu à la hausse la collecte du 1er trimestre, de 102 à près de 103,5 Ml. Elle a ainsi progressé de plus de 3,5 Ml (+3,5%) d'une année sur l'autre. Si elle demeure en retrait par rapport à son haut niveau de 2016 (-2,6 Ml en cumul fin mars), elle refait son retard petit à petit, à la faveur des mois d'avril et de mai très dynamiques (respectivement 52 Ml et près de 54,5 Ml, des niveaux supérieurs à 2016 de plus d'un million de litres sur chacun de ces deux mois). De fait, la croissance par rapport à 2017 s'accroît (+8,4 Ml fin mai) tandis que le retard par rapport à 2016 ne serait plus que de 0,5 Ml (-0,2%).

La qualité des fourrages récoltés ce printemps et au cours de l'été sera déterminante pour confirmer la bonne dynamique de ce début d'année qui s'appuie aujourd'hui sur une croissance du cheptel et des fourrages 2017 de meilleures qualités que ceux récoltés en 2016.

Consommation : des ventes croissantes grâce au prix



Après s'être stabilisées courant 2017, les ventes de fromages de chèvre en GMS[1] (sur 12 mois glissants) ont renoué avec une croissance plus franche ces derniers mois. A plus de 520 millions d'euros en cumul annuel mobile à la période P4, elles ont progressé de 1,8% par rapport à la même période de l'année passée, sous l'effet d'une hausse des prix (+1%) et des volumes (+0,8%, à près de 45 000 tonnes). Sur les seules 4 premières périodes de 2018, la croissance des ventes en valeur est encore plus marquée (+2,1% /2017), malgré une quasi-stagnation des volumes commercialisés (+0,2%). Ce sont donc les hausses des prix au détail sur les dernières périodes qui créent de la valeur supplémentaire sur un marché arrivé à maturité.

Espagne : chute saisonnière des prix plus marquée qu'en 2017



En **Espagne**, A l'instar de la France, la collecte, désormais la plus élevée d'Europe, poursuit sa croissance. En cumul fin avril, elle s'établissait à près de 171 Ml, 4,8 Ml de plus que l'année passée (+3%). L' afflux provoque une baisse saisonnière plus marquée que l'an passé du prix à la production. En avril, il est tombé à 560 €/1 000 litres (-9€ /2017), et même 540 € pour les producteurs andalous, principale région caprine espagnole. Les opérateurs français ont dans le même temps ralenti leurs importations entre février et avril (-6% /2017), après des achats en forte hausse en janvier (+48% / 2017),

Aux **Pays-Bas**, l'érosion continue du prix du lait depuis les hauts niveaux de 2015, s'est encore accélérée début 2018 avec des reculs compris entre 60 et 69 €/1 000 litres selon les mois d'une année sur l'autre. D'après la revue *Geiten Houderij*, le prix moyen payé aux producteurs néerlandais s'est ainsi établi à 598 €/1 000 litres en avril (avec un prix de base de 590 €/1 000 litres), contre 658 € un an plus tôt (et un prix de base de 650 €/1 000 litres).

[1] Les ventes en GMS constituent le principal débouché pour les fromages de chèvre, de l'ordre de 40% des fabrications

Groupe Economie du Bétail GEB (Institut de l'Élevage)

Matières premières, des évolutions contrastées

Depuis le printemps, les cours des matières premières ont continué à évoluer sur un marché tendu entre conditions climatiques défavorables et un conflit commercial sino-américain qui perdure. Si les cours des céréales pourraient progresser au second semestre, ceux des oléagineux dépendront notamment des conflits commerciaux. En outre, le dollar s'est revalorisé de 5% face à l'euro depuis la mi avril.

Depuis mai dernier, les cours mondiaux des céréales sont à la baisse par rapport au trimestre précédent, notamment après la publication de prévisions de récoltes favorables de blé d'hiver aux Etats-Unis. Entre mai et juillet, le cours du blé étatsunien a ainsi cédé 5,2%. Cependant les prévisions de productions des céréales sont moins favorables dans certaines parties de l'Europe et en Mer Noire. La sécheresse en Ukraine et en Russie aurait affecté les rendements en blé. L'offre russe, 1er fournisseur mondial en blé lors de la campagne précédente, sera donc moins importante pour la campagne en cours. D'après l'USDA la récolte en blé tendre en Russie pourrait baisser de 17 Mt d'une campagne à l'autre, à 67 Mt.

Sur le marché français, le cours du blé, contrairement à la tendance générale, est en hausse constante depuis mai passant de 148,5 €/t à 174 €/t début juillet (+2% /2017). Cette progression fait suite à des estimations à la baisse de la production française de blé tendre pour la récolte 2018, désormais estimée à 33,2 Mt par Stratégie Grains. En outre, l'euro a perdu 5% de sa valeur par rapport au dollar étatsunien en juin/juillet par rapport aux 4 premiers mois de 2018.

Les cours mondiaux du maïs subissent, comme la plupart des matières premières, les incertitudes générées par le conflit entre les Etats-Unis et la Chine. Ainsi, la valeur du maïs étatsunien a baissé de 16% entre mai et juillet 2018. En France, le cours du maïs reste relativement stable depuis fin mai, après un premier trimestre en hausse, à 149 €/t début juillet, un niveau cependant inférieur de 12% à celui de 2017.

Actuellement les projections d'offre globale de maïs pour 2018/19 restent satisfaisantes à 1 052 Mt d'après le CIC, mais dépendent des récoltes aux Etats-Unis qui inquiètent du fait de semis tardifs par rapport à l'année 2017.



Des oléagineux sous pression

Les cours des oléagineux sont en baisse au second trimestre 2018. La guerre commerciale sino-américaine continue de pénaliser directement le marché du soja : depuis le 6 juillet la Chine taxe désormais le soja étatsunien à 28%, contre 3% auparavant, en réponse aux mesures des Etats-Unis frappant les produits chinois. Cette nouvelle taxation a pesé sur les cours des graines de soja dont le prix export étatsunien valait 336 €/t en juillet, soit une baisse de 17% depuis avril. L'évolution baissière des cours a de plus été influencée par les prévisions de production étatsunienne de soja de l'USDA, à la hausse, et par le recul des cours du pétrole.



Les cours des tourteaux ont suivi ceux des graines. Après la hausse des cours au premier trimestre 2018, le prix français du tourteau de soja a perdu 15% de sa valeur à 356€/t début juillet, mais toujours 12% au-dessus de son niveau de 2017.

Le prix français du tourteau de colza a reculé à un rythme similaire (-15% entre mai et juillet) et se situait à 227 €/t début juillet (+10% /2017). Cependant les cours du colza européen pourraient être soutenus par des perspectives de récoltes détériorées en 2018, en particulier dans les pays du Nord de l'Europe ayant subi un printemps chaud et sec.

Groupe Economie du Bétail GEB (Institut de l'Élevage)